Eni en CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2025





eni

Notre mission

Nous sommes une entreprise du secteur de l'énergie.
13 15 Nous soutenons concrètement une transition énergétique juste,
dans le but de préserver notre planète
7 12 et de promouvoir un accès efficace et durable à l'énergie pour tous.
Notre travail est basé sur la passion et l'innovation,
9 sur nos forces et nos compétences uniques,
sur l'égale dignité de chaque personne,
5 10 reconnaître la diversité comme une valeur clé pour le développement humain,
sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.
Nous croyons en la valeur des partenariats à long terme avec les pays
17 et les communautés dans lesquelles nous opérons, apportant une prospérité durable pour tous.

Objectifs mondiaux pour un développement durable

L'Agenda 2030 pour le Développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de développement durable (ODD) représentent les objectifs communs du développement durable sur les problèmes sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et Eni dans la gestion des activités dans les pays où elle opère.



Eni en CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2025

Avis de non-responsabilité

Le Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 est un document qui contient certaines déclarations prospectives relatives aux différents sujets qui y sont abordés. Les déclarations prospectives reposent sur les évaluations, prévisions et convictions de la direction d'Eni, jugées raisonnables au regard des informations disponibles au moment où elles ont été formulées. Néanmoins, par leur nature, les déclarations prospectives comportent un élément d'incertitude car elles se rapportent à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir et qui échappent, en tout ou en partie, au contrôle et aux prévisions raisonnables d'Eni. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ceux exprimés dans ces déclarations, en fonction d'une variété de facteurs, y compris, sans limitation : la fluctuation de la demande, l'offre et la tarification du pétrole et du gaz naturel et d'autres produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements dans le cadre économique et réglementaire dans de nombreux pays dans lesquels Eni SpA opère, les réalisations atteintes dans le développement et l'utilisation de nouvelles technologies, le développement de la recherche scientifique, les changements dans les attentes des interlocuteurs et d'autres changements dans les conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'un éventuel décalage entre les déclarations prospectives incluses et les résultats qui pourraient être obtenus à la suite des événements ou des facteurs indiqués ci-dessus. Le Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 contient également des termes comme, par exemple, « partenariat », utilisés uniquement par commodité et sans implication juridique ou technique. Dans ce compte rendu, « Eni » désigne Eni Côte d'Ivoire Ltd.

Photos

Toutes les photos des couvertures et du « Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 » proviennent des archives photographiques d'Eni.

Translations

Le texte original du « Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 » - sauf indication contraire - est en anglais. Les traductions dans d'autres langues sont tirées du texte original. En cas de divergence, le contenu de la version anglaise prévaut sur les traductions dans toute autre langue.

Résumé

Introduction 4

Message à nos parties prenantes 4
Pourquoi lire le Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 ? 6
Activités d'Eni : la chaîne de valeur 8
Modèle d'entreprise 10
Entreprises Eni en Côte d'Ivoire 12
Les activités d'engagement des parties prenantes 14
Droits de l'Homme 16
Anti-corruption 17

Neutralité carbone d'ici 2050 18

Réduction des émissions de méthane et du torchage du gaz 19
Portefeuille pondéré en fonction du gaz 20
Biocarburants 23
Solutions de compensation en carbone 24

Protection de l'environnement 30

Gestion de l'eau 30
Gestion des déchets 31
Gestion du déversement 31

Valeur de nos personnes 32

Chacun d'entre nous 32
Formation 33
Sécurité 34
Santé et bien-être des personnes 36

Partenariats pour le développement 38

Projets de développement local 39
Contenu local 45

Durabilité dans la chaîne de valeur 50

Rapports et critères de performance 52

LÉGENDE

Liens externes Liens internes

Message à nos parties prenantes



Luca Faccenda,
Directeur Général Côte d'Ivoire





Luca Faccenda
Directeur Général d'Eni Côte d'Ivoire

C'est un grand plaisir de présenter, pour la troisième année consécutive, les performances en matière de durabilité d'Eni en Côte d'Ivoire. Malgré un contexte mondial difficile, nous avons, en 2025, consolidé nos progrès et contribué directement au renforcement de l'autonomie énergétique et à la transition énergétique de la Côte d'Ivoire. Fortes des résultats exceptionnels des années précédentes, nous avons accueilli Vitol au sein de notre joint venture afin de développer des biens de production revêtant une importance stratégique nationale.

Aujourd'hui, Baleine assure la livraison de plus de 62 000 barils de pétrole et de plus de 75 millions de pieds cubes de gaz par jour issus des phases 1 et 2. Avec le développement de la phase 3, la production totale devrait atteindre 150 000 barils de pétrole et 200 millions de pieds cubes de gaz par jour, consolidant son rôle de pilier de la fourniture d'énergie nationale de la Côte d'Ivoire. Conformément à notre stratégie mondiale, qui consiste à orienter progressivement notre portefeuille vers la production de gaz, nous avons annoncé en 2026 une découverte majeure avec Murene South 1X dans le bloc CI-501. La découverte de Calao Sud confirme le potentiel considérable du complexe de chenaux de Calao et constitue la deuxième plus grande découverte du pays après Baleine, avec des ressources estimées pouvant atteindre 5,0 Tpc de gaz et 450 millions de barils de condensats (soit environ 1,4 milliard de barils d'équivalent pétrole).

Au-delà de la production et de l'exploration, nos progrès en 2025 favorisent le développement local et une protection accrue de l'environnement, conformément aux plans et objectifs nationaux de développement. Nos programmes visant à produire des matières premières végétales pour les biocarburants et à promouvoir la compensation carbone ont connu une forte expansion : la campagne de collecte de graines d'hévéa a plus que triplé la participation des agriculteurs par rapport à l'année précédente, mobilisant 18 500 agriculteurs dans 209 coopératives et sur 172 000 hectares de plantations d'hévéas — bénéficiant indirectement à environ 92 000 membres des ménages. Des solutions de cuisson améliorées ont bénéficié à plus de 860 000 personnes réparties dans 1 837 villages, tandis que le programme s'est fixé pour objectif d'atteindre plus de 680 000 foyers (soit environ 3,4 millions de personnes) d'ici 2030. Entre juin et août, nous avons mené à bien notre première campagne de reboisement, en plantant plus de 100 000 jeunes plants d'espèces indigènes sur 100 hectares dans les régions de Yapo Abbé et

Forêts de Massé Mé - faisant partie d'un effort de restauration plus vaste, développé avec le Ministère de l'Eau et des Forêts et les communités locales, qui vise à planter jusqu'à 12 millions d'arbres indigènes grâce à des pépinières gérées par les communautés d'ici 2032.

En examinant notre empreinte sociale et notre investissement dans le capital humain national, nous avons promu de nombreuses initiatives. Plusieurs étapes clés ont été franchies en 2025, notamment l'achèvement réussi de quatre projets de développement local qui ont bénéficié à plus de 9 000 élèves et à plus de 32 000 personnes grâce à un meilleur accès aux services de santé services. En outre, 120 étudiants ont participé à la quatrième édition du Mastère Professionnel Développement et Production des Gisements d'Hydrocarbures et du Mastère Professionnel Raffinage et Distribution des Produits Pétroliers à l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny, tandis que le projet « emplois durables » a été lancé afin d'améliorer l'employabilité des jeunes dans la région du Sud-Comoé grâce au développement de compétences en TIC et dans le domaine du numérique. Enfin, afin de renforcer la coopération internationale et d'amplifier notre impact, nous avons signé en juin 2025 une lettre d'intention avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) afin d'identifier des initiatives conjointes dans les domaines de la diversification économique, de l'éducation, de la formation technique et professionnelle, de l'accès à l'eau, de l'hygiène et des services d'assainissement, de la santé communautaire et du tissu entrepreneurial des jeunes, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux programmes dans les années à venir.

Chez Eni, nous croyons que la réussite à long terme repose sur des partenariats responsables, l'innovation et la valeur partagée. Notre engagement va au-delà de la production d'électricité : nous nous attachons à soutenir les ambitions de la Côte d'Ivoire en faveur d'une croissance économique durable et progressive, de l'inclusion sociale et de la préservation de l'environnement. Avec nos partenaires, les institutions et les communautés locales, nous continuerons à fournir une énergie fiable tout en créant des opportunités durables pour les générations actuelles et futures.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au gouvernement de la Côte d'Ivoire, à nos partenaires institutionnels, aux communités locales, aux employés, aux entreprises contractantes et à tous les interlocuteurs dont la confiance, la collaboration et l'engagement ont rendu ces réalisations possibles. Leur soutien continu nous inspire à aller de l'avant avec confiance tandis que nous construisons un avenir énergétique plus durable pour la Côte d'Ivoire.

Luca Faccenda
Directeur Général d'Eni Côte d'Ivoire

Pourquoi lire le Rapport local de développement durable d’Eni en Côte d’Ivoire 2025 ?

Rapport local de développement durable d’Eni en Côte d’Ivoire 2025 souligne la contribution d’Eni à une transition juste, en présentant les activités menées au niveau local dans le pays, qui combinent la réalisation des objectifs de business et le partage des avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, les fournisseurs et les communautés impliqués dans le contexte de l’exploitation, de manière inclusive et transparente.

Eni est présente en Côte d’Ivoire pour diversifier le portefeuille Upstream traditionnel en maximisant la valeur du gaz naturel, tout en renforçant le rôle du pays dans le dispositif énergétique africain au sens large.

En outre, le développement d’une chaîne d’approvisionnement locale en huile végétale, utilisée comme matières premières plus durables pour les bioraffineries d’Eni, intègre le pays dans la chaîne de valeur des biocarburants.

Les activités d’Eni se déroulent parallèlement à des projets de développement local, fondés sur la connaissance des enjeux locaux et sur la volonté d’œuvrer aux côtés de la Côte d’Ivoire pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs nationaux et internationaux.

Le Rapport local de développement durable est structuré selon les cinq leviers du modèle d’entreprise intégré qui définissent le champ d’action d’Eni pour créer de la valeur à long terme pour tous les parties prenantes.

Rapport Financier Annuel 2025.
Eni for 2025 - Une Transition Juste.



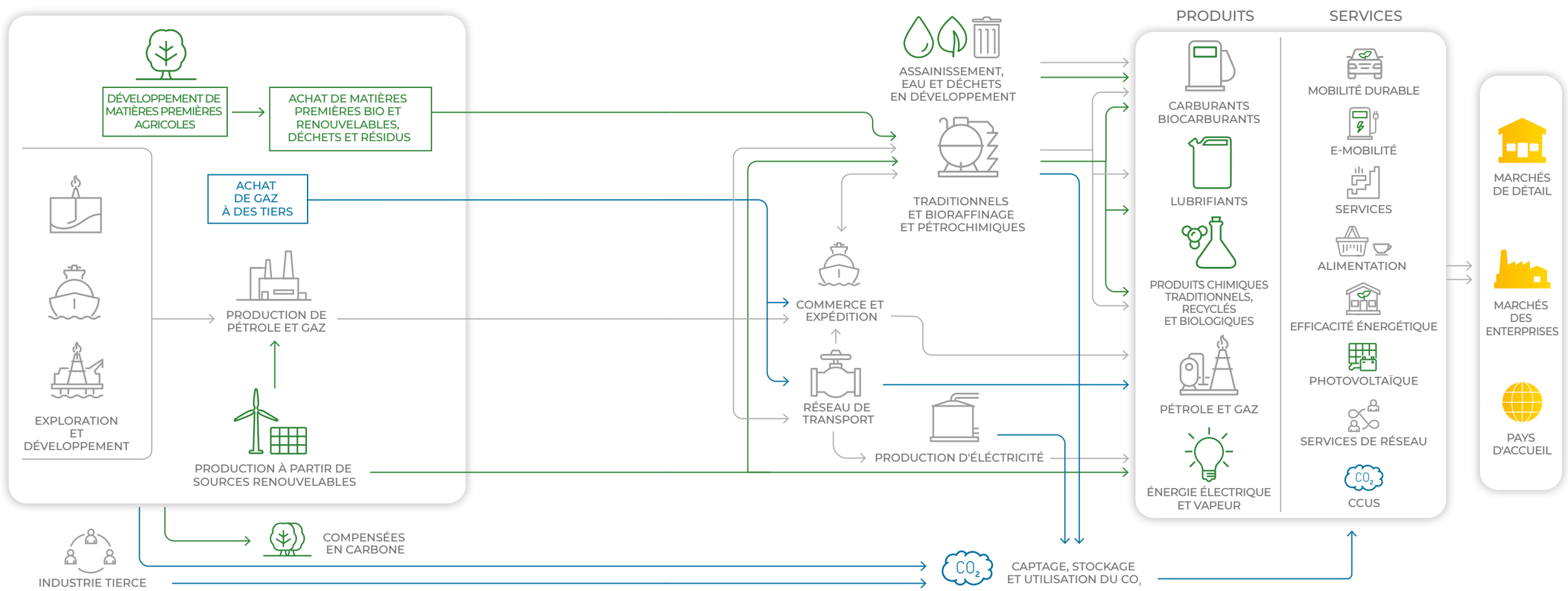
Activités d'Eni : la chaîne de valeur

Eni est une entreprise énergétique intégrée tout au long de la chaîne de valeur, présente dans 62 pays à travers le monde et comptant plus de 32 000 employés. Elle est très présente dans les activités traditionnelles d'exploration et de production de pétrole et de gaz conventionnels, ainsi que dans la commercialisation de gaz et de GNL grâce à un vaste portefeuille d'approvisionnement. Eni s'engage, par le biais de modèles d'entreprise innovants, dans le développement de nouvelles énergies et de services de décarbonisation : énergie renouvelable solaire/éolienne, biocarburants, biochimie, capture/séquestration du CO_2, et lignes de recherche sur les nouveaux paradigmes énergétiques (fusion magnétique, recyclage chimique des plastiques).

La mise au point de solutions efficaces et durables s'appuie sur les technologies existantes capables de contribuer immédiatement à la réduction des émissions.

Les activités d'Eni utilisent une chaîne d'approvisionnement mondiale pour l'approvisionnement en biens d'équipement, matières premières, travaux et services.

NOTRE CHAÎNE DE VALEUR





Modèle d'entreprise

Le modèle d'entreprise d'Eni soutient l'engagement de la société en faveur d'une transition énergétique socialement équitable et vise à générer des rendements financiers solides et à créer de la valeur à long terme pour les parties prenantes grâce à une forte présence tout au long de la chaîne de valeur énergétique.
Eni s'engage à contribuer à la sécurité énergétique en s'appuyant sur un portefeuille mondial et sur des alliances avec les pays producteurs. En même temps, Eni continue une stratégie de transition sur la base d'une approche technologiquement neutre et pragmatique.
Le modèle d'entreprise d'Eni combine l'utilisation de technologies, en grande partie propriétaires, qui valorisent les compétences internes et un réseau stratégique de collaborations, avec le développement d'un modèle innovant qui prévoit la création d'entreprises spécialisées capables de financer leur croissance de manière autonome et, en même temps, de faire ressortir la valeur réelle de chaque activité.
Le fonctionnement du modèle d'entreprise repose sur la meilleure utilisation possible de toutes les ressources (intrants) disponibles pour l'organisation et leur transformation en résultats, grâce à la mise en œuvre de la stratégie.
Le modèle d'entreprise d'Eni s'articule autour de ces cinq axes, en s'appuyant sur le développement et l'application de technologies innovantes et sur la numérisation des processus. En mettant en œuvre ce modèle, Eni garantit le respect des Droits de l'Homme dans le cadre de ses activités et les promeut auprès de ses partenaires et parties prenantes, tout en menant des opérations fondées sur les valeurs de responsabilité, d'intégrité et de transparence.

NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050

Eni suit une trajectoire visant à parvenir à la décarbonisation de ses processus et de ses produits énergétiques d'ici 2050 grâce au déploiement de technologies existantes et émergentes, conformément au principe de neutralité technologique. Eni complète la transition énergétique par une approche pragmatique, progressive et ordonnée, s'appuyant sur un ensemble de solutions industrielles et technologiques visant à réduire progressivement les émissions et à élargir la fourniture de services et d'énergie présentant une intensité carbone moindre. Dans ce contexte, le gaz naturel joue un rôle central dans la transition en raison de sa teneur en carbone plus faible que celle des autres combustibles fossiles et de sa flexibilité, en complément d'autres solutions énergétiques qui gagneront en importance pour répondre à la demande énergétique.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Eni s'engage à protéger l'environnement en recherchant des solutions innovantes visant à réduire l'impact de ses activités, à assurer une utilisation efficace des ressources naturelles, à protéger la biodiversité et les ressources en eau, et à promouvoir des modèles de développement basés sur les principes régénératifs de l'économie circulaire, dans le but de maximiser la récupération et la valorisation des déchets et des rebuts.

VALEUR DE NOS PERSONNES

Eni reconnaît la valeur de son personnel comme un élément fondamental du succès de l'entreprise et, pour cette raison, garantit un environnement de travail exempt de toute forme de discrimination, qui favorise le plein développement du potentiel de chacun, en promouvant le développement d'une culture basée sur la diffusion des connaissances. Eni se conforme également aux normes internationales les plus strictes en matière de santé et de sécurité et adopte des mesures appropriées pour protéger les personnes et les biens.

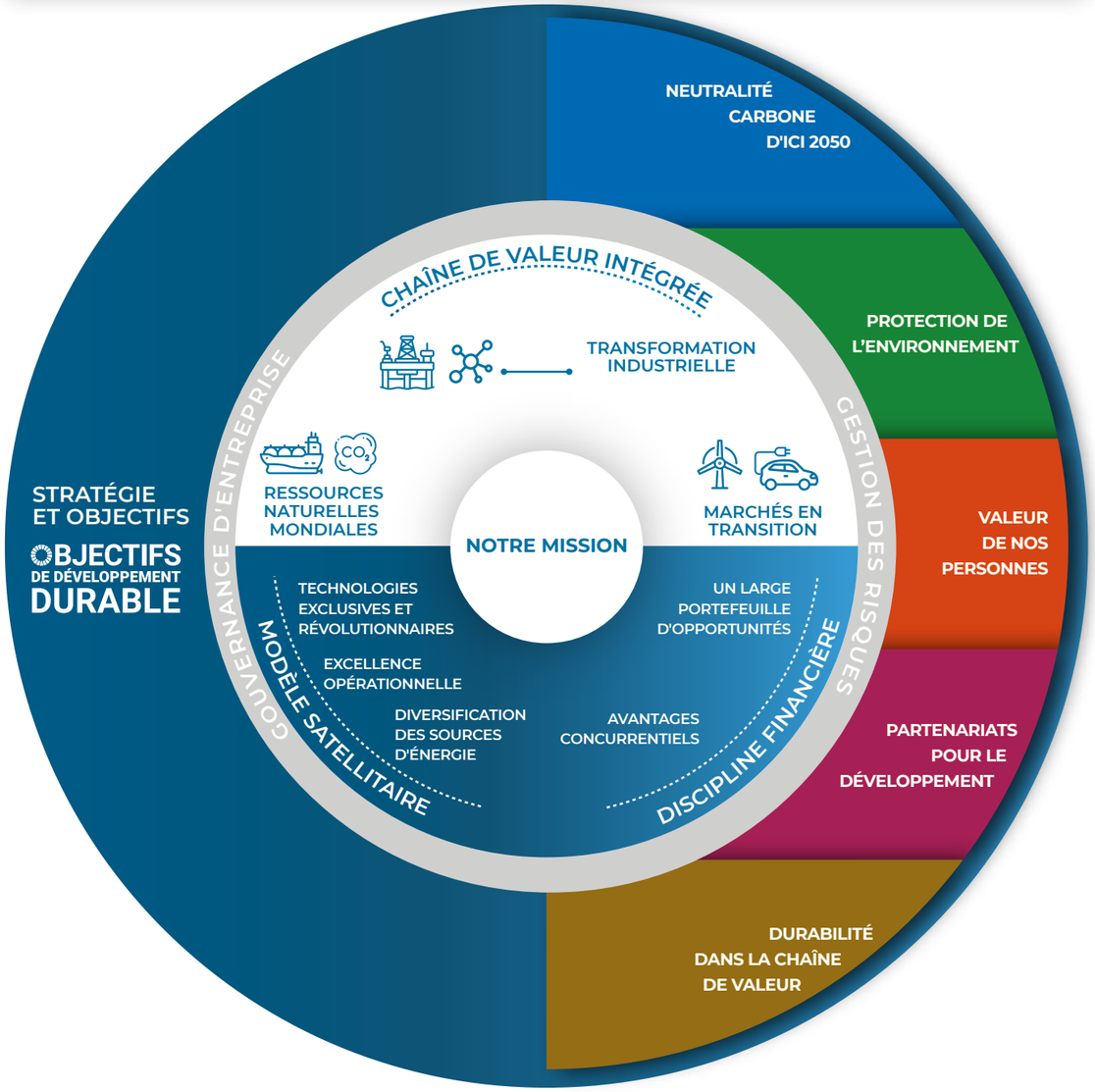
PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Eni vise à contribuer à la réduction de la pauvreté énergétique dans les pays où elle exerce ses activités, en intégrant le développement de projets industriels et d'initiatives destinées aux communautés d'accueil, ainsi que le transfert de savoir-faire et de compétences aux partenaires locaux. Selon l'approche dite « Dual Flag », l'action d'Eni est basée sur un profond respect de l'individu, sur la connaissance des enjeux locaux et sur la volonté d'œuvrer aux côtés des pays pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs reconnus au niveau national et international. Dans ces pays, Eni promeut des initiatives visant à soutenir les communités locales afin de favoriser, outre l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et aux services d'assainissement ainsi que la protection des terres, en collaboration avec des acteurs internationaux et conformément aux plans nationaux de développement et à l'Agenda 2030.

DURABILITÉ DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

Eni promeut un développement durable de sa chaîne d'approvisionnement, en reconnaissant son rôle clé dans le processus de transformation entrepris. Grâce à une approche systémique et inclusive, Eni partage ses valeurs, ses engagements et ses objectifs avec ses fournisseurs, en les soutenant et en les impliquant dans le processus de croissance. Ensemble, Eni accompagne ses maîtres d'ouvrage en leur proposant des solutions énergétiques de pointe afin de les aider à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique, et communique avec eux de manière honnête et transparente, en fournissant des produits et des services de qualité, adaptés à leurs besoins.

CRÉATION DE VALEUR POUR TOUS LES PARTIES PRENANTES
Grâce à une présence intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique



Entreprises Eni en Côte d'Ivoire

ENI CÔTE D'IVOIRE LTD

Eni Côte d'Ivoire Ltd, est la société impliquée dans les activités d'exploration et de production en Côte d'Ivoire. Elle est principalement impliquée dans l'exploitation des installations offshore de Baleine, un vaste champ de pétrole et de gaz associé découvert en 2021, et du complexe du chenal de Calao, découvert en 2024, dont les réserves sont estimées à jusqu'à 5 mille milliards de pieds cubes (Tpc) de gaz.

Pour toutes les activités liées aux opérations Upstream de Pétrole et Gaz, Eni Côte d'Ivoire Ltd utilise la norme ISO 26000:2010 comme document de référence pour l'intégration de la responsabilité sociale dans ses activités, politiques, stratégies, procédures et objectifs.

ENI NATURAL ENERGIES (ENE)

La nouvelle société Eni Natural Energies Côte d'Ivoire (ENE), créée en 2024, opère principalement dans le domaine de la production de matières premières agricoles à partir de résidus agro-industriels et agricoles pour approvisionner les bioraffineries Enlie. Après une phase initiale de consolidation opérationnelle, la production d'huile de graines d'hévéa s'est poursuivie grâce à une collaboration avec la Fédération des Producteurs d'Hévéa de Côte d'Ivoire (FPH-CI), apportant une contribution essentielle à la chaîne de valeur des carburants plus durables et au développement local. En 2025, cette initiative a connu une expansion considérable, mobilisant environ 18 500 agriculteurs et 209 coopératives, ce qui a encore renforcé sa contribution à l'approvisionnement responsable et au développement rural.



PRINCIPAUX POINTS FORTS DANS LE PAYS

POINTS FORTS DE BALEINE ET CALAO

2,5 milliards de barils standard total du pétrole présent dans le champ Baleine

3,3 téra pieds cubes standard gaz total présent dans le champ Baleine

5 billions de pieds cubes de gaz total des ressources potentielles de Calao

BLOCS ENI EN CÔTE D'IVOIRE

11 blocs exploités

10 blocs en cours d'exploration

2 blocs en production[1]

1 nouveau bloc d'exploration acquis en 2025

LIVRAISION DE GAZ AU MARCHÉ DOMESTIQUE EN 2025

21,5 milliards de pieds cubes standard (mpcs)

NOMBRE DE PERSONNES EMPLOYÉES DANS LE PAYS

130

NOMBRE D'ACCORDS DE COOPÉRATION ET DE PROTOCOLES D'ACCORD DANS LE PAYS

7 Accords de coopération avec les ONG

1 Accord de coopération avec une Organisation internationale

2 Accords avec un Institut d'enseignement supérieur

5 Protocoles d'accord avec les Ministères ivoiriens
(santé, éducation, eaux et forêts, environnement et développement durable)

PAIEMENT AU GOUVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE EN 2025[2]

358 millions d'euros

1 Comme le bloc CI-802 comprend une zone d'exploration et une zone de développement, il est comptabilisé en séparant l'exploration et la production.
2 Paiements en espèces et paiements en nature, principalement liés aux impôts, aux droits à la production, aux redevances et aux primes, versés aux gouvernements dans le cadre des activités d'Eni d'exploration, de prospection, de découverte, de développement et d'extraction de pétrole (y compris les condensats) et de gaz naturel. Le chiffre inclut tous les paiements versés à l'État et aux entités détenues par l'État.

Les activités d'engagement des parties prenantes

390+ Parties prenantes

cartographiés et supervisés en 2025

L'engagement des parties prenantes est au cœur de la manière de travailler d'Eni, et le Code éthique d'Eni SpA souligne la valeur de la transparence. Eni s'engage à maintenir un dialogue continu avec ses interlocuteurs. Leur fournir des informations claires et honnêtes permet une transition énergétique juste, et leur participation contribue à maximiser la création de valeur à long terme.

Dans le pays, Eni participe activement à de nombreuses activités d'engagement des parties prenantes au niveau local, dans le but d'établir des relations solides et franches avec tous les groupes de parties prenantes et de promouvoir une approche collaborative qui génère des impacts positifs sur le territoire. Eni a adopté l'application « Stakeholder Management System » (SMS) de l'entreprise qui a cartographié plus de 390 parties prenantes en 2025. Les parties prenantes ont participé aux initiatives suivantes :

PERSONNEL D'ENI	• Dialogue mensuel et engagement avec les représentants des employés et les syndicats pour discuter des avantages et des améliorations des conditions de travail et de la vie sociale des agents/employés. • Journée de dépistage et de sensibilisation au cancer du sein. • Campagne de sensibilisation à l'éducation alimentaire, sensibilisation des employés aux bonnes habitudes alimentaires. • Activité de renforcement de l'esprit d'équipe impliquant tous les employés pour les sensibiliser aux problématiques de diversité et d'inclusion. • Partage avec tous les employés la Politique de diversité d'Eni SpA & Inclusion Policy adoptée en Côte d'Ivoire par le biais des canaux internes.
LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES	• Campagne de changement de comportement du programme Clean Cooking visant à sensibiliser aux avantages en matière de santé, de nutrition et de réduction de l'impact environnemental liés à l'utilisation de fourneaux améliorés. • Concernant le programme Clean Cooking, des démonstrations culinaires ont été organisées avec des chefs et des nutritionnistes locaux et internationaux afin de sensibiliser aux pratiques de sécurité alimentaire et à la préparation de repas équilibrés et nutritifs. Cette initiative a également conduit à la publication du livre « L'art culinaire - Santé et énergie ». • Poursuite de la collaboration avec la Fédération des Producteurs de Hévéa de la Côte d'Ivoire (FPH-CI). • En collaborant directement avec des artisans et des créateurs locaux, notamment des femmes et des jeunes, nous avons soutenu le secteur de la mode durable. Le projet a développé les compétences techniques et professionnelles locales, amélioré les normes de production et les équipements, soutenant ainsi des moyens de subsistance plus durables pour les communités locales. • Sessions de formation et d'orientation destinées aux jeunes dans les domaines des TIC, des compétences numériques et du marketing afin d'accroître leur employabilité et de combler le fossé numérique grâce au projet « Emplois durables ».
INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES	• En avril 2025, deux sessions d'engagement des parties prenantes ont été organisées à Agboville et à Adzopé afin de présenter le projet de Conservation et de restauration des forêts classées (CRCF), suscitant un vif intérêt et des retours positifs de la part des autorités nationales et locales et des interlocuteurs.
ENTREPRENEURS, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX	• 50 entrepreneurs locaux ont été engagés pour fournir une large gamme de biens et de services pour la maintenance des actifs, la logistique et les services généraux (jusqu'à 70 contrats), comme : TIC, forage, gestion des projets, formation, HSEQ, services de santé, gestion d'événements.
UNIVERSITÉS, CENTRES DE RECHERCHE ET PÔLES D'INNOVATION	• Accords de recherche et de formation avec l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), Université Polytechnique de Milan, l'université de Pérouse et l'université de Pavie pour le renforcement des connaissances dans le secteur de l'énergie.
ORGANISATIONS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	• Lettre d'intention (LDI) signée en juin 2025 avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), qui identifie le développement et la diversification économiques, l'éducation, la formation technique et professionnelle, l'eau, les services d'assainissement et l'hygiène (WASH), la santé communautaire, ainsi que l'employabilité des jeunes et le tissu entrepreneurial comme domaines potentiels de coopération pour des initiatives conjointes et/ou synergiques.

L'application SMS (Stakeholder Management System) permet la supervision des interlocuteurs et une gestion rapide de leurs réclamations et de leurs demandes. Aucun grief n'a été enregistré en 2025, et trois mécanismes de réclamation ont été adoptés respectivement par Eni et ses associés dans le cadre du programme Clean Cooking, du projet de sylviculture et des activités de collecte de semences d'hévéa.

Pour plus d'informations, se référer à la section **Engagement des parties prenantes** dans la **Déclaration de durabilité 2025 d'Eni**.

FOCUS SUR

Lancement du Rapport local de développement durable en Côte d'Ivoire en 2024

Le lancement du bilan de durabilité local de 2024 en Côte d'Ivoire a réaffirmé l'engagement d'Eni en faveur d'une transition énergétique juste, capable d'intégrer la croissance économique, l'inclusion sociale, l'augmentation de la protection de l'environnement et la valorisation du capital humain local. Un événement officiel a été organisé le 3 septembre 2025, réunissant des représentants institutionnels, des entreprises contractantes, des opérateurs, des ONG, des employés et le grand public, afin d'annoncer la publication du compte rendu et de partager les réalisations mises en évidence dans le document.

L'événement a commencé par une présentation des initiatives les plus marquantes d'Eni et un aperçu de la contribution de l'entreprise aux objectifs de développement du pays. Le programme s'est ensuite poursuivi avec une série de panels inspirants et perspicaces sur la transition énergétique, le développement local et les partenariats stratégiques.

Le premier panel s'est concentré sur la transition énergétique, où les experts ont discuté de l'approche pionnière d'Eni en matière de croissance plus durable. Les collaborations avec des partenaires locaux pour des initiatives de Clean Cooking, à titre d'exemple dans la région du Béké, ont été soulignées comme étant essentielles pour faire progresser la réduction des émissions et intégrer des technologies plus propres dans les projets de l'entreprise.

Le sujet concerné s'est concentré sur le développement local en mettant l'accent sur les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et sur les considérations locales. La conversation a mis en évidence l'engagement d'Eni en faveur de pratiques plus durables qui bénéficient à la fois à l'entreprise et aux communautés desservies.

Enfin, la dernière table ronde était consacrée au développement de partenariats, avec un examen plus approfondi des partenariats avec l'ONG Médecins avec l'Afrique CUAMM, le Centre du commerce international (ITC) et Iveco Group. L'accent a été mis sur la manière dont les partenariats établis par Eni créent de précieuses opportunités en matière d'éducation et de perfectionnement, et contribuent à la diversification économique de la région.

La journée s'est clôturée par un déjeuner de networking, qui a permis de renforcer les raccordements et de tracer de nouvelles voies pour poursuivre les progrès vers un avenir plus durable en Côte d'Ivoire.



Droits de l'Homme

L'engagement d'Eni en faveur des Droits de l'Homme est motivé par un sentiment de responsabilité à l'égard du bien-être des personnes et des communautés avec lesquelles l'entreprise interagit. Eni a adopté la Policy ECG sur le respect des Droits de l'Homme chez Eni, élaborée conformément aux Lignes Directrices des Nations unies sur les entreprises et les Droits de l'Homme (UNGP) et aux Lignes Directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Conformément à cet engagement, Eni Eni SpA s'est engagée à garantir le respect des Droits de l'Homme dans toutes ses activités, en plaçant la dignité des personnes au centre de ses préoccupations et en promouvant une approche fondée sur la prévention et la gestion des risques. La même attente s'applique aux partenaires commerciaux agissant pour et au nom d'Eni SpA.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

Les Droits de l'Homme ont été intégrés dans les politiques et les processus de gouvernance, notamment par la mise en place de cadres de formation appropriés.

DUE DILIGENCE

Eni a adopté un système de gestion qui comprend un ensemble de processus et d'outils permettant d'évaluer les questions, les risques et les impacts les plus pertinents en matière de respect des Droits de l'Homme.

ACCÈS AU RECOURS

Eni veille à ce que les réclamations soient traitées de manière appropriée par l'intermédiaire de son Mécanisme de réclamation et de sa procédure de signalement, et participe à des mécanismes institutionnels extrajudiciaires, comme les affaires soumises au Point de contact national conformément aux lignes directrices de l'OCDE.

DUE DILIGENCE EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

Eni SpA a développé un modèle de Due Diligence en matière de droits de l'Homme fondé sur les risques, qui repose sur une responsabilité partagée entre diverses fonctions d'entreprise travaillant ensemble afin d'identifier, de prévenir, d'atténuer et d'effectuer un signalement concernant les incidences sur les droits de l'Homme. Le modèle suit une approche multidisciplinaire intégrée aux processus de business, permettant de cartographier les risques, d'évaluer les incidences, d'adopter les mesures d'atténuation appropriées et d'en superviser l'efficacité.

À chaque étape opérationnelle du modèle, le processus d'engagement des parties prenantes joue un rôle central. Il vise à recueillir leur point de vue et à structurer des mesures appropriées de prévention et de gestion. Afin de faciliter la recherche de solutions lorsque des impacts ont été identifiés et, plus généralement, l'amélioration continue du dispositif, l'accès aux mécanismes de réclamation et aux canaux de signalement est garanti et la gestion des demandes connexes est assurée.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la **section Droits de l'Homme de la déclaration de durabilité 2025 d'Eni** ainsi que **Eni for 2025 - Une Transition Juste**, et **Eni pour les droits de l'Homme 2024**.

Anti-corruption

LE PROGRAMME DE CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION

Le Programme de Conformité Anti-corruption d'Eni SpA, adopté en 2009, est un dispositif complet de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles visant à prévenir les délits supposés de corruption et le blanchiment d'argent. Le dispositif est certifié à la fois selon la norme ISO 37001:2016 « Systèmes de gestion anti-corruption » (la première entreprise italienne à obtenir cette certification) et, depuis 2024, selon la norme ISO 37301:2021. Les sociétés associées doivent adopter les instruments normatifs anti-corruption émis par Eni SpA, tandis qu'il est recommandé aux sociétés affiliées non contrôlées de se conformer à des normes anti-corruption spécifiques. Les activités pertinentes menées dans le cadre du Programme de Conformité Anti-corruption ainsi que la programmation de ces activités pour les périodes suivantes font l'objet d'un rapport financier annuel, qui constitue une partie intégrante du rapport de Conformité intégrée destiné aux organes de direction et de contrôle d'Eni SpA. L'entreprise met également en œuvre des initiatives anti-corruption concernant sa chaîne de valeur en incluant des clauses contractuelles spécifiques et des Déclarations de conformité exigeant le respect des principes du Code éthique d'Eni SpA et des principales réglementations internes en matière d'anti-corruption. Eni SpA applique un processus structuré d'évaluation des risques de non-conformité et de supervision visant à identifier, évaluer et suivre les risques de corruption, à analyser les tendances en matière de risques au moyen de contrôles de deuxième niveau et d'indicateurs de risques, et à faciliter les mises à jour ainsi que les actions de traitement des risques fondées sur les risques, afin de garantir en permanence la conformité et l'efficacité des contrôles. (Pour plus de détails, voir le chapitre **Le programme de conformité anti-corruption** de **Eni for 2025 - Une Transition Juste**.)

SUPERVISION ET CONTRÔLE ANTI-CORRUPTION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Le risque de corruption des fournisseurs potentiels fait l'objet d'une supervision dans le cadre d'un processus de qualification fondé sur les risques, qui évalue la capacité technique, la fiabilité économique et financière, le profil éthique et de réputation et, lorsque le risque est plus élevé, l'adoption d'un Programme de Conformité Anti-corruption. Les fournisseurs sont également soumis à une évaluation des risques liés aux contreparties, comprenant des vérifications dans les listes de référence, concernant les parties liées et les personnes présentant un intérêt, afin de garantir leur conformité aux principes du Modèle 231/Modèle de conformité, au Code éthique, au Code de Conduite des fournisseurs, aux lois anti-corruption et aux lois de lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi qu'aux normes relatives aux droits de l'Homme.

Les contrats comportent des clauses de business integrity qui prévoient des droits d'audit pour Eni SpA dans les cas à haut risque et des recours contractuels en cas de violation des obligations de conformité, en plus du respect de la Policy ECG « Anti-corruption ». Les sous-traitants sont également concernés par des audits préalables axés sur leur fiabilité sur le plan de l'éthique et de la réputation. Leurs contrats (rédigés exclusivement par écrit) sont censés inclure des engagements de conformité équivalents à ceux du fournisseur principal.

FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni SpA promeut, à tous les niveaux de l'entreprise, une culture fondée sur la légalité, la conformité aux règles, l'intégrité et les principes de conduite et de contrôle adoptés par l'entreprise. Pour soutenir cet engagement, l'entreprise dispense un programme de formation anti-corruption au moyen de modules d'apprentissage en ligne et de sessions en présentiel. Les employés sont systématiquement répartis par niveau de risque au moyen d'une méthodologie dédiée d'évaluation des risques afin de définir le public cible de la formation. Le programme est structuré en niveaux de profondeur différenciés (« élémentaire », « spécialisé » et « ultra-spécialisé »), attribués en fonction de l'exposition de chaque employé au risque de corruption. La formation en salle est planifiée en fonction du profil de risque de chaque pays/entreprise, déterminé au moyen d'un ensemble d'indicateurs soigneusement sélectionnés. Pour renforcer l'engagement et la pertinence pratique, des études de cas interactives et des questions à choix multiple sont utilisées pour évaluer la compréhension et stimuler les discussions sur des problématiques propres à l'organisation. En Côte d'Ivoire, en 2025, les activités de formation anti-corruption ont impliqué la participation des nouveaux employés, qui ont suivi le cours d'e-learning « Être Eni : Code éthique, anti-corruption et responsabilité des entreprises.

Neutralité carbone d'ici 2050

LE PLAN DE DÉCARBONISATION D'ENI

Le dispositif énergétique mondial est confronté à des défis de plus en plus complexes à court et à moyen termes, notamment au regard du contexte géopolitique actuel et des dynamiques économiques qui affectent la sécurité et la stabilité de la fourniture d'énergie. Dans ce scénario, la transition vers des dispositifs énergétiques à plus faibles émissions doit se poursuivre tout en garantissant également la disponibilité de l'énergie et un accès équitable.

Eni SpA relève ces défis grâce à une stratégie visant à réduire progressivement les émissions de GES (gaz à effet de serre) liées à ses activités commerciales, tout en continuant à fournir les produits énergétiques à ses clients.

L'engagement à gérer et à réduire les émissions liées à ses activités repose sur des fondements anciens : depuis le début des années 2000, les meilleures pratiques adoptées dans la gestion des biens ont conduit à l'élaboration de dispositifs de plus en plus structurés pour la supervision et les rapports sur les émissions de GES, accompagnés d'initiatives visant à réduire les émissions directes. À partir de 2016, à mesure que le contexte international et les attentes des parties prenantes évoluaient, cette approche a abouti à la définition des premiers objectifs publics visant à améliorer la performance des émissions des biens de production exploités. Depuis 2020, Eni SpA a davantage structuré une trajectoire de décarbonisation en étendant ses objectifs aux émissions indirectes le long de la chaîne de valeur des produits énergétiques, avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cette trajectoire est articulée autour d'un ensemble d'objectifs et d'étapes intermédiaires, notamment l'atteinte du Net Zéro pour les émissions des scopes 1 et 2 dans le business Upstream d'ici 2030 et dans l'ensemble de l'entreprise d'ici 2035, ainsi que la réduction progressive de l'intensité des émissions de GES (scopes 1, 2 et 3) jusqu'au Net Zéro d'ici 2050.

Pour atteindre ces objectifs, des leviers de décarbonisation et des technologies ont été identifiés pour les différentes activités commerciales et les régions dans lesquelles Eni SpA opère. Ils seront mis en œuvre et adaptés de manière ciblée, avec des horizons temporels qui tiennent compte de l'échéance technologique et commerciale de chaque solution. Le rythme de cette transformation et la contribution de chaque levier dépendront d'un certain nombre de variables externes, notamment de l'évolution du marché, des avancées scientifiques et du développement technologique, ainsi que de l'évolution du cadre réglementaire.

Dans ce cadre, Eni SpA encourage le développement de projets et d'initiatives en tenant compte des conditions socio-économiques et environnementales locales, ainsi que des besoins et des attentes des interlocuteurs. Les principales actions menées en Côte d'Ivoire sont délimitées ci-dessous, réparties par domaine d'intervention ou technologie de décarbonisation.

POUR EN SAVOIR PLUS

Voir Eni for 2025 - Une Transition Juste dans la section neutralité carbone d'ici 2050.

Réduction des émissions de méthane et du torchage du gaz

PARTENARIAT PÉTROLE ET GAZ MÉTHANE (OGMP) EN CÔTE D'IVOIRE

Dans le cadre de l'engagement d'Eni à atteindre le gold standard du Partenariat Pétrole et Gaz Méthane 2.0 (OGMP 2.0), Eni Côte d'Ivoire a poursuivi la mise en œuvre d'initiatives clés de supervision et de réduction des émissions de méthane dans le cadre du développement de Baleine.

Baleine – Phase 1

À la suite des campagnes LDAR menées en 2024 à l'aide d'une caméra thermique d'imagerie optique des gaz (OGI), les émissions fugitives de Baleine Phase 1 ont continué leur diminution en 2025, passant de 14,4 tCH_4/an à 13,1 tCH_4/an (-1,3 tCH_4/an), ce qui démontre l'efficacité des actions de supervision et de réparation mises en œuvre sur le FPSO et les Installations de réception à terre (ORF).

Baleine Phase 2

Avec le démarrage et l'augmentation de la production de Baleine Phase 2, le montant des émissions fugitives du développement de Baleine a atteint 29,63 tCH_4/an. Les 16,53 tCH_4/an supplémentaires correspondent à la contribution des installations de la phase 2.

Dans le cadre de la feuille de route de mise en œuvre de l'OGMP, une étude documentaire pour Baleine Phase 2 a été achevée en 2025, tandis que les activités de supervision sur site et les mesures des émissions sont prévues pour 2026.

Ces initiatives mettent en évidence l'engagement continu d'Eni Côte d'Ivoire en faveur d'une gestion et d'une réduction rigoureuses des émissions de méthane, contribuant ainsi aux objectifs plus larges d'Eni en matière de décarbonisation et de protection de l'environnement.

Réduction des émissions fugitives sur Baleine - Phase 1 en 2025 :

-1,3 tCH_4/an

Baleine devrait devenir le premier projet de développement Upstream à zéro émission nette en Afrique (Champs d'application 1 et 2)

Les émissions résiduelles sont intégralement compensées grâce à des projets de sylviculture et de Clean Cooking



Portefeuille pondéré en fonction du gaz

BALEINE : LE PREMIER PROJET DE DÉVELOPPEMENT UPSTREAM ZÉRO ÉMISSION NETTE (SCOPE 1 ET 2) EN AFRIQUE

En 2021, Eni a découvert un vaste champ de pétrole et de gaz associé à 70 km de la côte d'Abidjan, à une profondeur de 1 200 mètres. Cette découverte, baptisée Baleine, est la plus importante découverte d'hydrocarbures jamais réalisée par une entreprise énergétique en Côte d'Ivoire, et c'est également la première découverte commerciale dans le pays depuis 20 ans. L'exportation vers la côte de la production de gaz associé est une démarche stratégique, car elle permet d'augmenter l'offre nationale et régionale, en tirant parti de l'importante production d'électricité et du système électrique du pays. La production de pétrole, quant à elle, permettra de stimuler les exportations, contribuant à la croissance économique du pays. Le projet Baleine est développé en trois phases :

1. production via le premier FPSO (unité flottante de production, de stockage et de déchargement), qui a démarré en 2023 ;
2. production via un deuxième FPSO & FSO, qui a commencé à la fin de 2024 ;
3. D'autres développements sont prévus pour l'augmentation de la production totale du champ, visant un débit quotidien de pointe pouvant atteindre 150 000 barils/jour de pétrole et 200 millions de pieds cubes/jour de gaz.

Avant de lancer le développement du projet Baleine, Eni a réalisé une évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire (ESHIA), conformément aux normes Eni et aux meilleures pratiques internationales, afin d'identifier et d'évaluer les impacts et les risques potentiels que les activités prévues pourraient avoir sur l'environnement et les communautés locales. Grâce à cette évaluation, Eni a défini et mis en œuvre un ensemble de mesures d'atténuation et de gestion visant à réduire les effets négatifs potentiels sur l'environnement, la santé et la société, y compris un engagement actif des parties prenantes concernées dans les processus décisionnels. Baleine a été développé en un temps record avec d'excellentes performances HSE grâce à l'approche accélérée unique d'Eni, qui consiste à mener de front les phases de conception, d'autorisation et d'exécution. Un aspect innovant du projet était la remise à neuf des unités de production offshore existantes pour la Phase 1 et 2 du projet, qui ont été modernisées sur le plan technologique afin d'assurer un démarrage accéléré. La rénovation du FPSO a permis d'optimiser les frais et les délais et de minimiser la consommation d'énergie et de matériaux de construction. Le projet comprenait également la construction d'un gazoduc d'exportation de 90 km, dont 80 km en mer et 10 km à terre, reliant le FPSO à l'installation de réception à terre située à Abidjan. Début novembre 2023, le premier gaz produit à partir du champ Baleine a été transporté à terre pour être utilisé dans la production d'électricité, contribuant ainsi à répondre à la demande énergétique du pays. Baleine devrait être le premier projet de développement Upstream à zéro émissions nettes (Champs d'application 1 et 2) en Afrique. Cela est possible grâce à l'adoption des meilleures technologies disponibles, qui minimise l'empreinte carbone des opérations, y compris les solutions d'usine à haut rendement, les processus de récupération d'énergie, la réduction et le contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives de foresterie et des projets de cuisson propre, qui contribuent également à la création de valeur pour les parties prenantes locaux, conformément à l'approche d'Eni en matière de développement durable. En outre, un large éventail d'initiatives sociales dans les domaines de la formation professionnelle, de l'éducation, de la santé et de la diversification économique complètent la collaboration d'Eni avec le pays et témoignent de l'engagement de l'entreprise en faveur d'une Transition Juste.
Après le démarrage de la Phase 1 en 2023, conformément au calendrier, Eni a démarré avec succès la Phase 2 de production du champ Baleine en décembre 2024, marquant ainsi une étape cruciale dans le développement de l'offshore ivoirien. Grâce à cette étape, la production a atteint 60 000 barils de pétrole par jour au deuxième trimestre 2025 et environ 80 millions de pieds cubes de gaz exporté (équivalent à 2,2 millions de mètres cubes par jour). Dans la Phase 2, l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) « Petrojarl Kong » est déployée aux côtés de l'unité flottante de stockage et de déchargement (FSO) « Yamoussoukro » pour l'exportation du pétrole, tandis que 100 % du gaz traité assure la fourniture d'énergie nécessaire à la demande locale grâce au raccordement au gazoduc construit au cours de la Phase 1 du projet. Cette réalisation consolide le rôle de la Côte d'Ivoire en tant que pays producteur dans le scénario énergétique mondial, renforçant l'accès à l'énergie à l'échelle nationale et régionale. Le développement rapide de la Phase 2 de Baleine confirme l'excellent délai de mise sur le marché d'Eni, amélioré également par la rénovation et la réutilisation des deux unités.

SEPTEMBRE 2021 — Découverte de Baleine
AOÛT 2023 — Baleine – Phase 1 démarrage
MARS 2024 — Découverte de Calao
DÉCEMBRE 2024 — Baleine – Phase 2 démarrage
JUIN 2025 — Taux de production le plus élevé

CALAO : LA DEUXIÈME PLUS GRANDE DÉCOUVERTE OFFSHORE DU PAYS

Le Président de la République de la Côte d'Ivoire et l'Administrateur Délégué d'Eni se sont rencontrés à Abidjan le 7 mars 2024 pour discuter des activités de la société dans le pays, y compris les résultats positifs du puits d'exploration Murène 1X qui a conduit à la découverte de Calao.
Les opérations de forage de Murène-1X ont été réalisées entre janvier et mars 2024 à environ 45 kilomètres de la côte, atteignant une profondeur de 5 000 mètres dans des eaux d'environ 2 200 mètres de profondeur. Le puits a rencontré du pétrole léger, du gaz et des condensats dans divers intervalles d'âge cénomanien caractérisés par des valeurs de perméabilité bonnes à excellentes. Les évaluations préliminaires indiquent des ressources potentielles comprises entre 3 et 5 Tpc de gaz.
À la suite de cette découverte, le programme d'évaluation de Calao a été approuvé en mai 2025 ; il comprend notamment une campagne d'évaluation portant sur au moins deux puits, visant à confirmer le plein potentiel de la découverte et à étayer les options de développement futures.

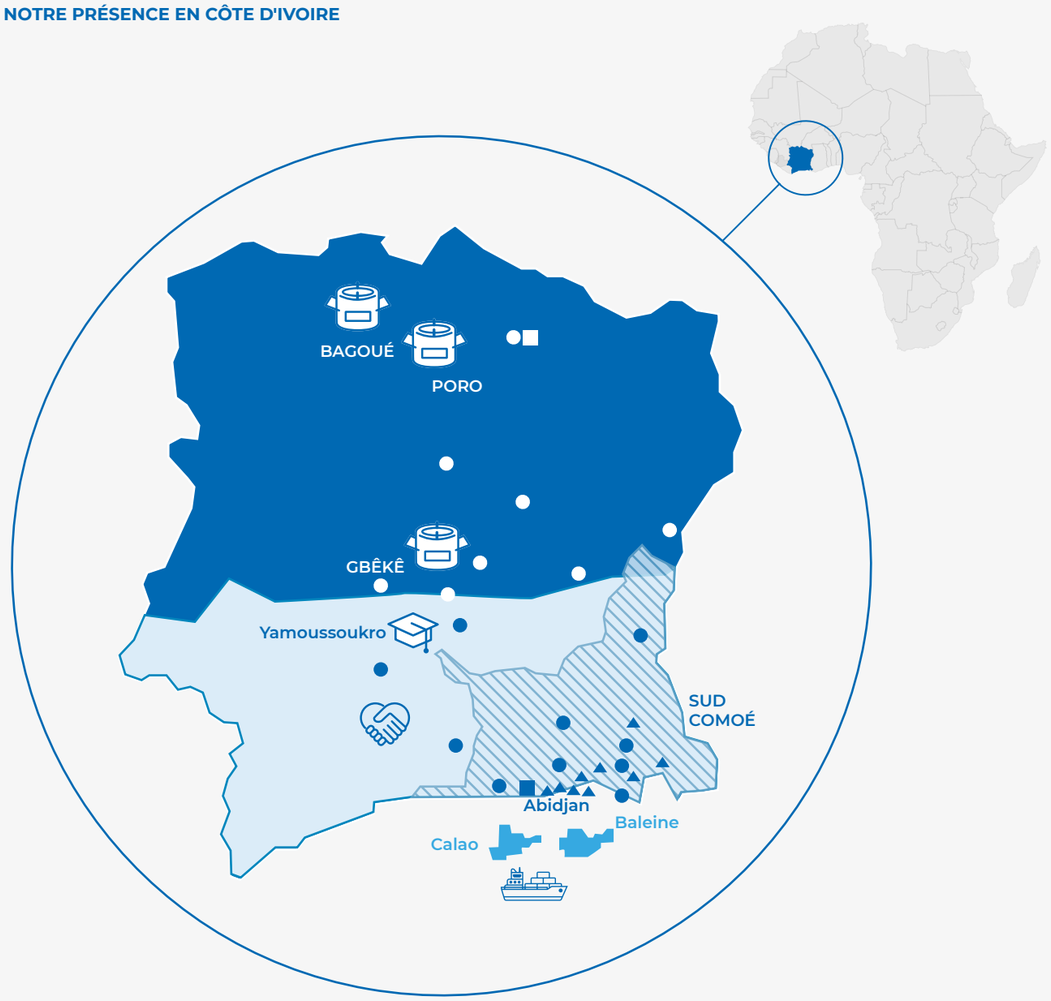
5 Tpc de gaz sur place
total des ressources potentielles

En février 2026, Eni a annoncé la découverte majeure de gaz et de condensats Calao South, réalisée grâce au forage du puits Murene South-1X dans le bloc CI-501, à environ 8 kilomètres au sud-ouest de Murene-1X. Ce forage a confirmé l'étendue et le potentiel du complexe plus vaste du canal de Calao. Les estimations préliminaires indiquaient des volumes pouvant atteindre 5 mille milliards de pieds cubes de gaz et 450 millions de barils de condensats, pour un montant total d'environ 1,4 milliard de barils d'équivalent pétrole. Avec Calao Sud, le complexe de Calao s'est imposé comme la deuxième plus grande découverte d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire après Baleine.
La pertinence stratégique de Calao a encore été renforcée par l'expansion du portefeuille d'exploration d'Eni dans les eaux ivoiriennes. En décembre 2024, la Société a obtenu les blocs CI-504, CI-526, CI-706 et CI-708, couvrant une superficie totale d'environ 5 720 kilomètres carrés, dans des profondeurs d'eau comprises entre 1 000 et 3 500 mètres. La proximité de ces blocs avec la découverte de Calao offre une opportunité stratégique de tirer parti des connaissances géologiques acquises et de développer de potentielles synergies en matière d'exploration et de développement.
En septembre 2025, Eni a encore consolidé sa présence dans le pays en entrant sur le bloc CI-707. Ce bloc présente une continuité géologique avec le bloc voisin CI-205, où la découverte de Calao a été faite, et offre un potentiel supplémentaire pour identifier des structures analogues et créer de futures synergies de développement.



Biocarburants

NOTRE PRÉSENCE EN CÔTE D'IVOIRE



LÉGENDE DES SYMBOLES

Matières premières agricoles
Production d'huile végétale à partir de graines d'Hévéa

Projet Foresterie
Lagunes & Comoé

Opérations Upstream

Projets de développement local à Abidjan et Sud Comoé
- ▲ Écoles publiques
- ● Centres de santé
- ■ Formation professionnelle

Distribution de fourneaux améliorés
Gbêkê, Poro et Bagoué

INP-ESPE
Maîtriser upstream et downstream, Formation technique

PRODUCTION D'HUILE VÉGÉTALE COMME MATIÈRE PREMIÈRE PLUS DURABLE POUR LES BIORAFFINERIES

En 2021, Eni et la République de Côte d'Ivoire, représentée par le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, ont signé un accord de collaboration sur des projets axés sur la compensation des émissions, les énergies renouvelables et la réalisation d'un développement plus durable. Parmi ces projets figure la production d'huile végétale à partir de sous-produits agricoles dans la chaîne de valeur de l'hévéa, qui sera utilisée comme matière première agricole pour la production de biocarburants, conformément à une approche d'économie circulaire et à des principes d'approvisionnement plus responsables.
L'initiative a été lancée sur le plan opérationnel en juillet 2023 avec la signature d'un accord avec la Fédération ivoirienne des producteurs d'hévéas (Fédération des Producteurs d'Hévéa - FPH-CI), qui représente plus de 200 000 familles impliquées dans la culture du caoutchouc naturel. La certification de l'huile végétale dans le cadre du programme ISCC-EU, l'un des principaux cadres européens de certification de la durabilité dans le secteur des énergies renouvelables, souligne la pertinence environnementale et sociale du projet. Cette collaboration permet la valorisation des graines d'hévéa — traditionnellement considérées comme des résidus agricoles de faible valeur ou inutilisés, principalement destinés à la replantation — tout en générant des avantages économiques directs pour les agriculteurs et les coopératives.

Depuis le lancement du projet, le modèle opérationnel mis en œuvre en Côte d'Ivoire a été progressivement renforcé, en combinant la géolocalisation des plantations, des systèmes structurés de collecte de semences et des outils de supervision fondés sur les données. Les plantations d'hévéas participant à l'initiative sont bien réparties le long de la zone côtière, dans le sud-ouest du pays près de la frontière avec le Liberia, ainsi que dans les régions centrales et orientales de la Côte d'Ivoire, ce qui permet une large portée géographique et une mise à l'échelle. Eni soutient les activités de collecte de semences en fournissant aux coopératives des équipements de base comme de petites balances, des sacs pour manipuler correctement les semences et des humidimètres, qui sont essentiels pour garantir la qualité des semences et optimiser la production d'huile végétale. Toutes les données de terrain sont gérées via une plateforme numérique agronomique développée par Eni et adaptée aux territoires africains, afin de garantir la traçabilité, la supervision et l'amélioration continue tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
Une fois collectées, les graines sont traitées localement dans une usine de pressage près d'Abidjan, gérée par un tiers et équipée de technologies d'extraction avancées. En octobre 2023, moins de trois mois après la signature de l'accord avec FPH-CI, la première huile de graines d'hévéa a été produite avec succès, marquant une étape importante dans le développement opérationnel du projet. Tout au long de 2024, Eni s'est concentrée sur la consolidation et la stabilisation du modèle opérationnel, l'élargissement de la participation des agriculteurs et le renforcement de l'attribution du mandat avec les coopératives. Au cours de l'année, environ 6 000 agriculteurs et 164 coopératives ont participé activement à la campagne de semences d'hévéa. En parallèle, Eni a continué à diversifier son portefeuille d'huiles végétales en Côte d'Ivoire, notamment en signant en septembre 2024 un accord de fourniture d'un an pour 6 000 tonnes de Liquide de coque de noix de cajou (CNSL).

En 2025, la campagne de distribution de graines d'hévéa a marqué un tournant majeur en termes d'ampleur et d'impact global. Le nombre d'agriculteurs concernés a plus que triplé par rapport à 2024, pour atteindre environ 18 500 agriculteurs (contre 6 000 en 2024), ce qui correspond à environ 92 000 personnes indirectement concernées si l'on tient compte des membres de leurs familles. La campagne a mobilisé 209 coopératives, opérant sur environ 172 000 hectares de plantations d'hévéas à l'échelle nationale, ce qui témoigne à la fois de la robustesse du modèle opérationnel et du fort engagement des organisations agricoles locales. Au cours de l'année, le soutien à la chaîne de collecte des graines et de manutention post-récolte a été encore renforcé grâce à la distribution d'environ 150 bâches de séchage aux coopératives, améliorant les pratiques de séchage des graines, préservant leur qualité et maximisant l'efficacité de l'extraction de l'huile en vue des opérations de pressage ultérieures.
Dans l'ensemble, l'initiative relative aux matières premières agricoles constitue une contribution pertinente à la décarbonisation d'Eni. En outre, en générant des produits supplémentaires pour les agriculteurs, en renforçant les coopératives, en soutenant le développement des capacités et en créant des opportunités d'emploi tout au long de la chaîne de valeur, le projet contribue à une croissance inclusive et au développement rural, renforçant les partenariats à long terme d'Eni avec les communités locales en Côte d'Ivoire.

Solutions de compensation en carbone

172 000
fourneaux améliorés distribués depuis juin 2022

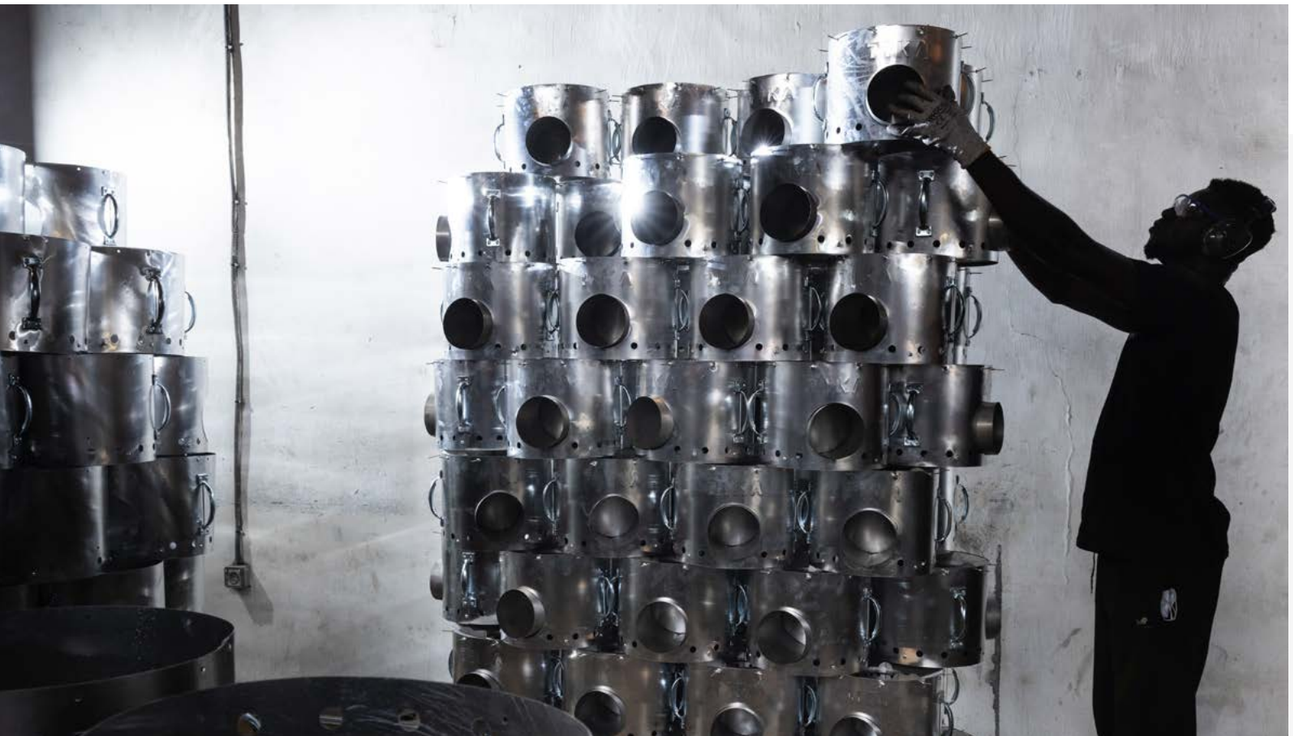
860 000
personnes touchées depuis juin 2022

1 837
villages touchés par l'initiative

PROGRAMME CLEAN COOKING (PROGRAMME DE CUISINE PROPRE) EN CÔTE D'IVOIRE

En juin 2022, Eni a lancé son premier programme Clean Cooking Côte d'Ivoire, en collaboration avec le gouvernement ivoirien et AVSI Foundation (Volunteer Association for International Service). Le programme vise à promouvoir l'adoption de fourneaux améliorés, qui constituent une alternative plus efficace et plus durable aux méthodes de cuisson traditionnelles, comme les feux à trois pierres et les braseros rudimentaires, en particulier pour les communautés vulnérables.
Dans les zones rurales de Côte d'Ivoire, les ménages utilisent principalement du bois et du charbon de bois. Bien qu'il s'agisse de ressources issues de la biomasse, les pratiques actuelles de récolte et de production sont largement non durables, contribuant à la déforestation, à la dégradation des terres et au changement climatique. Les fourneaux améliorés (testés dans des laboratoires certifiés par la Clean Cooking Alliance) offrent une efficacité nettement supérieure, réduisant la consommation de biomasse et permettant de générer des crédits carbone de haute qualité, conformes aux normes internationales du marché volontaire du carbone.

À la fin de l'année 2025, le programme a permis l'accès à des solutions de cuisson améliorées à plus de 860 000 personnes dans 1 837 villages au centre (région de Béké) et au nord (régions du Poro et de la Bagou) de la Côte d'Ivoire. À l'horizon 2030, le programme vise à bénéficier à plus de 680 000 foyers (soit environ 3,4 millions de personnes).
L'initiative soutient également la stratégie plus large de décarbonisation d'Eni en contribuant à la compensation des émissions des scopes 1 et 2 du projet Baleine. Après avoir franchi une étape importante en décembre 2024, avec une réduction de 62 000 tonnes de CO_2, le programme a fait l'objet d'un deuxième processus de vérification en 2025 dans le cadre de la norme Vérifie Carbon Standard (VCS) de Verra. Ce processus confirme les impacts positifs du projet et permet l'émission de crédits carbone certifiés, contribuant ainsi à la progression vers l'objectif Net Zéro sur Baleine.
Pour renforcer davantage son impact, le programme passe progressivement de solutions de cuisson améliorées à des solutions de cuisson avancées. Dans le cadre de cette initiative, une phase pilote a été lancée à Bouaké, où 300 cuisinières à induction ont été distribuées dans les zones urbaines. Parallèlement, l'étude de faisabilité de Nawa sur le Clean Cooking a été lancée en décembre 2025 dans la partie occidentale du pays.



Cette étude porte sur la production et la distribution de dispositifs de cuisson avancés utilisant des résidus agricoles. Les activités clés comprennent la production locale de 300 fourneaux avancés, l'identification de 300 ménages dans la région de Nawa et la production de granulés. L'étude comprend également l'engagement des communautés et la formation afin de favoriser l'adoption et l'utilisation appropriée de la nouvelle technologie, ainsi que la collecte de données sur la consommation de biomasse et les performances des fourneaux.

L'étude de faisabilité vise en outre à maximiser la valorisation des résidus issus de la transformation des graines d'hévéa et à renforcer les synergies entre le projet ENE Agri et le programme Clean Cooking en Côte d'Ivoire. L'utilisation combinée de fourneaux améliorés et de granulés issus de résidus agricoles devrait générer des crédits carbone de haute qualité, conformément aux principes de l'économie circulaire. En outre, le processus de pyrolyse produit du biochar comme sous-produit, qui peut être utilisé en agriculture comme amendement naturel des sols.
Au cours des prochains mois, l'étude contribuera à définir un modèle d'entreprise évolutif et à évaluer la viabilité économique du projet, tout en évaluant l'acceptation de la technologie par les ménages et en recueillant des données tout au long de la chaîne de valeur.

Il est important de souligner que le programme Clean Cooking va au-delà de la simple production et distribution locales de fourneaux améliorés et repose plutôt sur une attribution du mandat continue auprès des communautés concernées. Les activités de supervision constituent un élément clé du programme, permettant de mieux comprendre le contexte socio-économique local, les actions à entreprendre pour créer de la valeur et de sensibiliser aux enjeux critiques.

Par exemple, en 2025, des démonstrations culinaires ont été organisées avec des chefs et des nutritionnistes locaux et internationaux afin de sensibiliser aux pratiques de sécurité alimentaire et à la préparation de repas équilibrés et nutritifs. Cette initiative a également conduit à la publication du livre « Art culinaire - Santé et énergie », qui a été présenté à l'ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire lors de la « Semaine italienne » organisée par l'ambassade d'Italie en décembre 2025 à Abidjan.

En décembre 2025, une formation HSE de trois jours a été menée avec succès dans les bureaux d'Eni à Abidjan à l'intention des producteurs et distributeurs de fourneaux. La formation s'est concentrée sur la sensibilisation à l'importance des aspects HSE liés à la production de fourneaux. L'événement a réuni 13 participants représentant plus de cinq entreprises.

FOCUS SUR

Émissions de cuisine pour l'initiative Art culinaire - Santé et énergie

Dans le cadre du programme Clean Cooking en Côte d'Ivoire, deux démonstrations culinaires ont été organisées en février 2025 dans la région du Béké dans le cadre de l'initiative « Art culinaire - santé et énergie », visant à promouvoir l'adoption de fourneaux améliorés (FA).

Le programme de deux jours combinait des démonstrations de cuisine en direct, une sensibilisation à la nutrition et une formation à la sécurité alimentaire, touchant environ 110 foyers. Les activités complémentaires comprenaient des bilans de santé, des actions de sensibilisation à l'hygiène ainsi que la distribution de supports pédagogiques, de kits de cuisine et de dépliants illustrés afin de renforcer les messages clés en faveur d'un changement de comportement.

L'initiative a été menée par les cheffes Fatmata Binta, ambassadrice de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies (OMTNU) pour le tourisme durable, Prisca Gilbert et la nutritionniste Ethmonya Kouamé, qui ont montré comment adapter des recettes traditionnelles à l'aide de fourneaux améliorés, tout en préservant l'identité culturelle et en renforçant la valeur nutritionnelle.

Les événements ont mobilisé des partenaires et des autorités locaux, notamment des représentants de la Direction régionale de l'agriculture et des services de santé de district, renforçant ainsi la collaboration institutionnelle et l'alignement sur les priorités nationales.

Dans l'ensemble, ces activités soutiennent les projets de compensation carbone en renforçant l'intégrité des certificats verts et en contribuant à la durabilité environnementale à long terme, tout en favorisant une attribution du mandat durable auprès des communautés locales.

ENTRETIEN AVEC AKOBIE MARIE NADEGE, PROGRAMME CLEAN COOKING



Akobie Marie Nadege
Point focal du village de Ouassou

« Être l'un des points focaux de ce projet est pour moi une grande source de fierté. » Au-delà de la distribution de fourneaux, je constate chaque jour l'impact réel de ce projet sur la vie des femmes, des enfants et des familles de ma communauté. Quand je vois une femme me dire qu'elle passe moins de temps à ramasser du bois de chauffage, qu'elle tousse moins ou qu'elle a plus de temps pour ses activités, cela me motive à poursuivre ce travail avec engagement et détermination. « Le projet Clean Cooking ne se contente pas de modifier les habitudes culinaires ; il transforme positivement la vie des communautés. »

Quand et comment êtes-vous devenue le point focal du programme Clean Cooking ? Quelle était votre principale motivation ?
Je suis devenue le point focal du projet de Clean Cooking mené par AVSI en 2023, à la suite de ma nomination par les Conseillers de ma communauté. Depuis plusieurs années, je participe à des activités communautaires dans mon village, notamment en tant que présidente du groupe de femmes, un rôle qui m'a permis de travailler régulièrement sur des questions liées au bien-être des ménages, à l'habilitation des femmes et à l'amélioration des conditions de vie des familles. Lorsque le projet de Clean Cooking a été présenté dans notre village, les Conseillers de la communauté ont estimé que mon expérience, mes liens étroits avec les femmes et ma capacité à mobiliser les gens faisaient de moi la personne idéale pour soutenir cette initiative. J'ai donc accepté cette responsabilité avec enthousiasme. Ma motivation première était avant tout d'ordre humain et social. Dans nos villages, ce sont principalement les femmes qui supportent le plus lourd fardeau des difficultés liées à la cuisine traditionnelle : de longues heures passées à ramasser du bois de chauffage, une exposition constante à la fumée, l'épuisement physique, des problèmes respiratoires et un manque de temps pour d'autres activités. En étant confronté à cette réalité au quotidien, j'ai pris conscience que ce projet pouvait améliorer leur vie de tous les jours. J'ai donc considéré ce projet comme une occasion concrète d'aider les femmes, en particulier les mères, à mieux vivre, à protéger leur santé et celle de leurs enfants, tout en contribuant à la protection de notre environnement. Pour moi, être un point focal n'est pas seulement une responsabilité ; c'est aussi une manière de servir ma communauté.

Quel est votre rôle principal et quelles sont vos responsabilités au sein du projet ?
Mon rôle principal en tant que point focal est de faire le lien entre AVSI et les bénéficiaires au niveau communautaire. Je suis le représentant du projet dans mon village et j'accompagne les familles afin de veiller à ce que les objectifs du projet soient effectivement atteints sur le terrain. En pratique, mes responsabilités sont nombreuses et variées : sensibiliser les ménages, participer aux activités de formation. Je mobilise également la communauté lors d'activités importantes comme les distributions, le remplacement des abris ou les séances de démonstration.

Quels sont les principaux facteurs de réussite dans votre rôle de point focal ?
Plusieurs éléments sont indispensables pour réussir dans mes fonctions. De bonnes capacités de communication sont essentielles. Vous devez être capable d'écouter les bénéficiaires, de comprendre leurs préoccupations et de leur communiquer les informations adéquates de manière claire et appropriée. À titre d'exemple, certaines femmes sont initialement réticentes à utiliser le foyer amélioré parce qu'elles sont habituées à leurs anciennes méthodes. Le fait d'être connu et respecté au sein de la communauté facilite grandement mon travail. Les bénéficiaires me font confiance, ce qui encourage à son tour leur engagement dans le projet. Cette confiance me permet d'entrer facilement dans les foyers et d'obtenir des informations sincères sur leurs difficultés. Vivre dans la même communauté que les bénéficiaires est un avantage. Je comprends leur réalité, leurs habitudes et leurs contraintes quotidiennes. Cela me permet de proposer des solutions sur mesure. Un point focal doit être facilement disponible. Parfois, un bénéficiaire est confronté à un problème urgent avec sa cuisinière ; il est essentiel de pouvoir intervenir rapidement ou de l'orienter vers la bonne solution.

Au niveau communautaire, quels sont les principaux changements et bénéfices apportés par le projet ?
Depuis le lancement du projet, plusieurs changements positifs ont été observés au sein de notre communauté.

- Réduction de la consommation de bois. Autrefois, les ménages utilisaient beaucoup de bois pour cuisiner. Aujourd'hui, grâce à des cuisinières améliorées, la quantité de bois nécessaire a considérablement diminué.
- Amélioration de la santé. La fumée dégagée par les poêles traditionnels provoquait souvent de la toux, des irritations oculaires et des difficultés respiratoires. Grâce à des cuisinières améliorées, la fumée a été considérablement réduite, ce qui améliore les conditions de santé, en particulier pour les femmes et les enfants qui passent beaucoup de temps dans la cuisine.
- Un gain de temps pour les femmes. Les femmes gagnent désormais du temps. Certaines d'entre elles profitent de ce temps pour créer une petite entreprise ou consacrer davantage de temps à leurs enfants.
- Amélioration du confort dans les foyers. Les cuisines sont désormais plus propres et plus sûres. Il y a moins de saleté, moins de fumée et moins de risque de brûlures.
- Changement d'état d'esprit. Ce projet a également contribué à faire évoluer les comportements. Les gens prennent peu à peu conscience que la protection de l'environnement commence par de petits gestes quotidiens, comme choisir une meilleure façon de cuisiner.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes qui n'étaient pas bénéficiaires manifestent leur intérêt pour rejoindre le projet.

PROTECTION ET RESTAURATION DES FORÊTS EN CÔTE D'IVOIRE

À la fin de 2024, Eni a signé un accord avec le Ministère ivoirien des Eaux et Forêts (MINEF) pour la mise en œuvre du projet **« Conservation et Restauration des Forêts Classées »** (CRCF) dans les régions de la Comoé (sud-est) et des Lagunes (sud) du pays. Ce projet porte sur la conservation et la restauration de 12 forêts classées et de 2 domaines agroforestiers, couvrant une superficie totale de 145 000 hectares.

14 forêts

Les principales activités prévues dans le cadre du projet comprennent la protection des forêts naturelles restantes, la plantation d'essences d'arbres indigènes pour restaurer les écosystèmes dégradés, la promotion de pratiques agricoles plus durables et la conservation de la biodiversité tout en soutenant le développement local. Cette initiative devrait bénéficier à environ 300 000 personnes dans les communautés ciblées.

+100 000
plantes indigènes plantées

Le projet est pleinement aligné sur la stratégie de compensation carbone d'Eni et le scénario[3] du GIEC, qui prévoit le développement conjoint d'activités d'évitement des émissions de carbone (prévention des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) et d'activités d'élimination du carbone (élimination du CO_2 de l'atmosphère par la restauration des forêts). Sur sa durée de vie, le projet devrait générer des crédits carbone de haute qualité qui contribueront à compenser les émissions de gaz à effet de serre des périmètres 1 et 2 du projet Baleine Phase 3.

Pour soutenir la mise en œuvre, deux bureaux de projet ont été créés en 2025 — un bureau institutionnel à Abidjan et un bureau opérationnel à Agboville — et 26 personnes ont été recrutées en contrat permanent. Par ailleurs, 637 personnes (334 femmes et 303 hommes) ont été recrutées pour soutenir les activités du projet au cours de sa première année.

637
travailleurs temporaires embauchés

En avril 2025, deux séances d'engagement des parties prenantes ont été organisées à Agboville et à Adzopé, suscitant un vif intérêt et des retours positifs de la part des autorités nationales et locales ainsi que des principaux interlocuteurs. La première visite du site a été effectuée en mai 2025 dans le cadre du processus de validation du projet par l'organisme de validation et de vérification (VVB), un commissaire aux comptes tiers indépendant dans le cadre de la certification Verra Anobie Carbon Standard et Anobie, Community & Anobie (VCS-CCB).

Entre juin et août 2025, le projet a mené à bien sa première campagne de reboisement, avec la plantation de plus de 100 000 jeunes plants indigènes sur 100 hectares dans les forêts de Yapo Abbé et de Massé-Mé. Une cérémonie dédiée a marqué le lancement officiel du programme de restauration, élaboré en étroite collaboration avec le MINEF et les communités locales. Le projet vise à terme à planter jusqu'à 12 millions d'arbres indigènes, les plants étant produits dans des pépinières gérées par les communautés et des coopératives d'ici 2032. Parallèlement, les communités locales participent activement aux activités de supervision des forêts afin de prévenir l'exploitation forestière illégale et le braconnage, tout en favorisant des pratiques agricoles durables.

Des études socio-économiques ont été lancées au cours de la première année du projet, impliquant plus de 7 000 personnes réparties dans 77 villages. Ces activités se sont concentrées sur la collecte de données, l'élaboration d'une stratégie de développement communautaire et l'évaluation des chaînes de valeur potentielles afin de soutenir les moyens de subsistance locaux. Les études socio-économiques devraient être achevées en 2026.

En novembre 2025, une mission conjointe sur le terrain menée par le MINEF et la SODEFOR a évalué les résultats de la campagne de reboisement, confirmant des résultats positifs avec de faibles taux de mortalité des jeunes plants. Au cours de la même semaine, un atelier technique s'est tenu à Agboville afin de présenter les progrès réalisés en matière de stratégies de conservation et de biodiversité, les résultats de l'étude socio-économique des huit premières forêts, les stocks forestiers et de biodiversité, ainsi que la validation des limites forestières.

3 Selon les scénarios du GIEC, atteindre les objectifs de l'accord de Paris nécessite une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre, associée au renforcement des puits de carbone naturels. Le projet CRCF contribue à cette trajectoire en restaurant les forêts dégradées, en augmentant la Capacité de séquestration du carbone et en soutenant la résilience des écosystèmes à long terme.

En décembre 2025, les huit premiers plans d'aménagement forestier, élaborés en étroite collaboration avec les institutions nationales et locales, ont été soumis au MINEF. Ces plans présentent les interventions environnementales, de sylviculture et sociales prévues pour chaque forêt. Les six plans restants sont actuellement en cours de préparation et seront soumis au MINEF pour réexamen et validation.

En 2026, le projet se concentrera sur l'achèvement du processus de validation de la certification, la finalisation et la soumission des six plans de gestion forestière restants, l'achèvement des études socio-économiques et le lancement de la mise en œuvre des activités de développement communautaire. Les priorités supplémentaires comprennent la création d'une pépinière centrale et d'un programme de formation en pépinière, le lancement de la campagne de reboisement de 2026 avec la plantation d'environ 600 000 arbres indigènes sur 600 hectares, la mise en œuvre de stratégies de conservation et de supervision de la biodiversité, ainsi que le déploiement du plan d'action social du projet.

Parallèlement au projet de CRCF susmentionné, Eni a lancé une étude de faisabilité avec un partenaire local afin d'évaluer la mise en œuvre d'un projet de restauration forestière et d'agroforesterie appelé projet de restauration de Goudi sur une superficie de 9 000 hectares. Ce projet générera des crédits carbone de haute qualité supplémentaires issus de l'élimination, qui contribueront à la compensation de Baleine Phase 3. D'autres initiatives relevant des solutions fondées sur la nature (Anobie) seront évaluées si nécessaire afin d'améliorer ces résultats.

Pour plus d'informations sur la compensation carbone, voir la section **Compensation et suppression des émissions de GES** dans la **déclaration de durabilité d'Eni pour 2025** et la section **Compensation carbone** dans **Eni for 2025 - Une Transition Juste**.



ENTRETIEN AVEC MIANKON CHO SOLANGE, PROJET DE SYLVICULTURE



Miankon Cho Solange
Responsable de la mobilisation des femmes à Yakassé-Mé

« Mon nom est Anobie Cho Solange. Je suis une femme divorcée et mère de trois enfants, originaire de Anobie. J'ai été victime de violences conjugales pendant mon mariage et j'ai rencontré des difficultés pour subvenir à mes besoins et m'occuper de mes enfants. Dans le cadre de ce projet, je suis chargée de mobiliser des femmes pour des travaux quotidiens. »

Avant le lancement du projet, quels étaient les principaux défis et problèmes auxquels votre communauté était confrontée dans la vie quotidienne ?
Avant le projet, les principaux défis et problèmes auxquels ma communauté était confrontée étaient le manque de possibilités économiques et la faiblesse des produits, ce qui rendait difficile le fait de mettre de la nourriture sur la table et d'accéder à certains services.

Quelles sont les principales activités que vous menez dans le cadre du projet de reboisement de la forêt classée de Yapo Abbé ?
Mes tâches consistent à superviser le déchargement des plants des camions de transport sur les sites d'acclimatation, à trier les plants par espèce, à superviser le chargement des plants triés dans des tricycles pour les transporter jusqu'aux sites de plantation, à superviser la plantation dans les trous et le désherbage afin de favoriser la croissance des plants mis en terre. En moyenne, environ 40 femmes y participent. J'ai suivi une formation sur les noms et l'identification des espèces d'arbres, ainsi que sur les processus et les étapes du reboisement.

Comment la communauté élargie d'Anobie est-elle impliquée dans le projet, et quels en sont les avantages pour elle ?
Dans le village d'Anobie, les jeunes et les femmes participent à des actions de reboisement. Les femmes participent principalement aux activités suivantes : déchargement des plants des camions de transport sur les sites d'acclimatation des plants, tri des plants par espèce, chargement des plants triés dans des tricycles pour les transporter jusqu'aux sites de plantation, mise en terre dans les trous et désherbage. Les jeunes hommes, quant à eux, participent davantage à d'autres étapes du processus de reboisement, notamment au traçage et à la mise en place des lignes de plantation.
Le principal avantage que j'y vois est constitué par les emplois créés par le projet, les produits supplémentaires générés par les femmes et les jeunes, ainsi que les nouvelles compétences acquises qui peuvent être mises à profit dans d'autres opportunités.

Quelles opportunités envisagez-vous pour votre communauté à l'avenir grâce à ce projet ?
Le projet offre des perspectives d'emploi et de diversification des sources de produits, notamment pour les jeunes et les femmes. Le projet pourrait encore améliorer la vie à Yakassé-Mé en finançant des activités génératrices de produits afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes, notamment dans l'élevage de volailles ainsi que la production et la transformation du manioc.

Protection de l'environnement

Les priorités environnementales d'Eni comprennent l'utilisation efficace des ressources naturelles, comme l'eau et la gestion des déchets.

Une évaluation de l'impact environnemental, social et sanitaire (ESHIA) a été réalisée aux Phases 1 et 2[4] du projet Baleine, conformément à la réglementation locale applicable et aux normes Eni régissant les activités environnementales des projets Upstream. Les résultats de l'évaluation confirment la conformité aux cadres réglementaires et internes requis.

Eni a obtenu la certification ISO 14001, la norme internationale pour les systèmes de gestion environnementale, en décembre 2024 pour tous les sites situés dans le pays. Ensuite, en 2025, un audit de vérification a été réalisé conformément aux recommandations de l'audit précédent.

Gestion de l'eau

100 %
des prélèvements d'eau issus de l'eau de mer

En 2025, l'eau utilisée par Eni en Côte d'Ivoire a représenté environ 25,66 millions de mètres cubes, entièrement extraite de la mer. Cette eau de mer sert principalement à alimenter les dispositifs de refroidissement de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), où elle est également dessalée pour les besoins des chaudières et l'usage domestique dans les quartiers de l'équipage.

Pour gérer son impact environnemental, Eni applique une stratégie de mise au rebut sur deux niveaux :
- Traitement sur site : les eaux usées et les eaux pluviales sont filtrées par des systèmes de drainage en mer et traitées avant d'être rejetées dans l'océan.
- Mise au rebut de la mer vers la terre : les déchets plus complexes, comme les boues, sont stockés dans des conteneurs spécialisés (bennes) et transportés par bateau jusqu'au continent. Une fois à terre, une entreprise contractante locale agréée gère le traitement final et la mise au rebut.

4 Le processus d'ESHIA de la phase 1 du projet Baleine s'est déroulé de février à septembre 2022, et celui de la phase 2 de mai 2023 à février 2024.

Gestion des déchets

Les déchets produits par les activités d'Eni en Côte d'Ivoire sont principalement générés par les activités de forage et celles de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO). En 2025, Eni a produit un montant total de 0,29 million de tonnes de déchets[5].

INITIATIVES EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS

Les initiatives mises en œuvre par Eni pour optimiser sa gestion des déchets sont les suivantes :
- nettoyage de la plage à Port-Bouët, où se trouvent les vannes d'Eni ;
- mise en œuvre d'un nettoyage automatique des cuves, en lien avec l'unité de traitement des décantations, qui permet de réduire la quantité de déchets traités à terre ;
- adoption de systèmes de forage en circuit fermé pour réduire les pertes de fluides ;
- amélioration des pratiques de gestion des déchets des entrepreneurs et utilisation de technologies plus respectueuses de l'environnement comme la pyrolyse, qui a le potentiel d'être une technologie de gestion des déchets respectueuse de l'environnement.

Gestion du déversement

En 2025, Eni a réalisé en Côte d'Ivoire une étude d'évaluation des mesures d'atténuation des impacts des déversements (SIMA), visant à identifier les mesures d'atténuation les plus appropriées et durables au regard de scénarios hypothétiques de déversement en mer. Sur la base du cadre méthodologique de l'IPIECA (Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement), cette étude a pris en considération les sensibilités environnementales, sociales, économiques et culturelles locales, en optimisant les capacités de « préparation et d'intervention » au niveau local.

5 L'augmentation des déchets par rapport à 2024 s'explique par le fait que, l'année dernière, les activités de construction — qui génèrent généralement des volumes de déchets plus importants — étaient plus limitées qu'en 2025.



Valeur de nos personnes

Chacun d'entre nous

45 %
des employés sont des ressortissants ivoiriens

Le capital humain est au cœur de la stratégie d'Eni SpA, qui favorise le bien-être des travailleurs grâce à des initiatives de protection sociale et investit dans le développement des compétences des employés afin de favoriser leur évolution professionnelle.
En 2025, l'effectif direct d'Eni a atteint 130 personnes, réduisant ainsi sa présence dans la région par rapport à l'année précédente (152 employés en 2024), dont 59 ressortissants ivoiriens.
L'approche d'Eni en matière de Diversité & Inclusion (D&I) repose sur les principes fondamentaux de la non-discrimination, de l'égalité des chances et de l'inclusion de toutes les formes de diversité, ainsi que de l'intégration et de l'équilibre entre le travail et les préoccupations personnelles et familiales du personnel d'Eni.
Des initiatives en matière de Diversité & Inclusion (D&I) ont été lancées en 2025, comme : la communication sur les activités locales en matière de diversité et d'inclusion et campagne d'habilitation des femmes.



Formation

Eni SpA considère la formation comme un levier essentiel pour accompagner l'entreprise dans son processus de changement, conformément aux stratégies définies dans le contexte de la transition énergétique et de la transformation numérique. Les initiatives de formation ciblées qui couvrent de manière exhaustive tous les aspects du développement technique et professionnel, transversal et personnel, grâce à des mesures appropriées de perfectionnement et de reconversion des compétences ainsi qu'à une combinaison optimale d'apprentissage en présentiel et à distance, restent essentielles pour développer les compétences de demain.

En 2025, le montant total d'heures de formation dispensées aux salariés d'Eni s'élevait à 4 392, en phase avec le développement des activités en Côte d'Ivoire.

4 392
heures de formation pour les employés en Côte d'Ivoire

Les initiatives les plus pertinentes destinées aux employés d'Eni Côte d'Ivoire au cours de l'année ont notamment porté sur : des cours techniques sur le forage et des cours professionnels liés à la transition énergétique et à l'économie, des cours sur la sécurité (avec la participation d'un employé à la 18e édition du master HSEQ lancé en septembre 2024 au siège d'Eni), des cours sur la « sécurité comportementale » et des cours sur la « Tolérance zéro : violence et harcèlement au travail », ainsi que des cours en matière d'anti-corruption, Code éthique Eni et sur le Système de conformité et de sanctions.

Suite au protocole d'accord conclu entre Eni, Eni Corporate University et l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB), une série d'initiatives de formation et de renforcement des capacités destinées aux étudiants ivoiriens s'est poursuivie en 2025, conformément aux programmes lancés les années précédentes. En 2024, la deuxième édition du programme de formation technique multidisciplinaire destiné aux opérateurs de production et de maintenance a été menée à bien, et la gestion académique conjointe des deuxièmes éditions du « Mastère Professionnel Développement et Production des Gisements d'Hydrocarbures » et du « Mastère Professionnel Raffinage et Distribution des Produits Pétroliers » s'est poursuivie. Ces post-masters sont ouverts aux étudiants ivoiriens et font intervenir des enseignants internes d'Eni en plus du corps professoral de l'INP-HB. Une troisième édition des deux programmes a débuté en septembre 2024 et s'est achevée en 2025, tandis que la quatrième édition a débuté en septembre 2025 et s'achèvera en 2026.

GRANDES INITIATIVES EN COLLABORATION AVEC INP-HB

MASTER UPSTREAM ET DOWNSTREAM	En 2025, la 4e édition du Master a été achevée avec 120 étudiants inscrits.
BOURSES D'ÉTUDES POUR LES ÉTUDIANTS IVOIRIENS	En collaboration avec l'Université polytechnique de Milan, l'Université polytechnique de Turin, l'Université de Pérouse et l'Université de Pavie, Eni octroie des bourses dans le but de développer des ressources dotées d'une formation multidisciplinaire, englobant des domaines d'expertise intégrés et synergiques (par exemple, les énergies renouvelables, la chimie dite verte, les biomasses, les bioraffineries, le big data, la numérisation, le stockage d'énergie, etc.) qui viendront compléter le modèle de compétences « traditionnel » du secteur du pétrole et du gaz.

En plus de financer les initiatives décrites ci-dessus, Eni soutient plus de 15 stagiaires qui suivent une formation en cours d'emploi dans différents départements de l'entreprise pendant un an, notamment dans les domaines commerciaux, de la production et de la logistique.

Pour Eni, il est essentiel de travailler avec les gouvernements et les organisations pour définir des politiques et des réglementations au niveau régional. Dans ce contexte, Eni a apporté son témoignage aux cours de renforcement des capacités organisés en Côte d'Ivoire par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Observatoire international des émissions de méthane (IMEO) à l'intention des gouvernements et des responsables des compagnies pétrolières nationales (CPN).

Sécurité

0,29 TRIR
(taux d'accidents enregistrables/heures travaillées)

La sécurité des travailleurs et des biens de production d'Eni SpA n'est pas seulement une priorité, mais une valeur partagée à tous les niveaux de notre organisation. En tant qu'entreprise, Eni continue d'investir dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour éliminer les accidents et garantir des lieux de travail sûrs. Cela va de la promotion continue d'une culture de la sécurité au développement du modèle d'organisation et des outils pour l'évaluation et la gestion des risques, ainsi qu'à la mise en œuvre de programmes de formation visant à renforcer les compétences en HSE.

En 2025, un cas bénin de traitement médical lié au travail impliquant une entreprise contractante a été enregistré en Côte d'Ivoire, et aucun incident grave n'a fait l'objet d'un signalement. L'index de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR) de la main-d'œuvre était égal à 0,29 tandis qu'aucun employé n'a enregistré de TRIR.

Afin de garantir sa préparation opérationnelle, Eni organise régulièrement des exercices d'urgence conçus pour évaluer et perfectionner ses protocoles d'intervention. Ces simulations testent la coordination des équipes d'urgence, le déploiement d'équipements spécialisés et l'efficacité de la notification aux autorités locales concernant les risques potentiels pour le personnel, les infrastructures et l'environnement.

JALONS 2025 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE CONFORMITÉ

- **Exercice d'urgence** : au total, cinq exercices ont été réalisés :
  - 3 exercices de premier niveau : réponses sur le terrain ou localisées.
  - 1 exercice de deuxième niveau et 1 exercice de troisième niveau : menés sous la forme d'un « exercice de bureau » pour tester la coordination stratégique de haut niveau.
- **Certifications** : en novembre 2025, l'entreprise a passé avec succès les audits de surveillance pour maintenir la certification ISO 45001 (Santé et sécurité du travail), obtenue en 2024.

Plusieurs projets et initiatives HSE sont en cours afin de renforcer la culture de sécurité sur les lieux de travail, en mettant l'accent sur les comportements humains en matière de sécurité et en améliorant la gestion environnementale. Ces activités, décrites dans l'encadré ci-dessous, peuvent être globalement classées en deux grands axes : Sécurité comportementale et environnement, et digitalisation.

PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

SÉCURITÉ INTELLIGENTE ET OUTILS NUMÉRIQUES	La stratégie opérationnelle s'est fortement concentrée sur le déploiement de nouvelles technologies et de projets pilotes afin d'optimiser les processus et de réduire l'exposition aux risques grâce à un plan intégré d'initiatives pour les installations numériques et de technologies avancées dans les activités liées aux puits, à la logistique et à la production. Les applications mises en œuvre permettent déjà d'obtenir des améliorations concrètes en matière d'efficacité, de sécurité et d'émissions, en parfaite cohérence avec les modèles de gain rapide, dits « quick win » d'Eni : • **Automatisation du forage et de la complétion** : réduction de l'exposition du personnel aux risques ; amélioration de la sécurité opérationnelle ; éloignement du personnel des zones à forte exposition (plancher de l'appareil de forage), atténuant les risques typiques liés aux chutes d'objets. • **Direction de la zone rouge** : outil numérique sur les appareils de forage visant à réduire l'exposition aux risques : zone rouge dynamique en fonction des opérations ; détection en temps réel du personnel non autorisé. • **Assistant numérique d'enlèvement sécurisé** : appliqué au FPO de Yamoussoukro pour effectuer des enlèvements plus sûrs et plus efficaces : signalement des mouvements ; indicateur d'extrémité de flèche ; assistant d'enlèvement en douceur ; détecteur de personnes. • **Projet de caméras dotées d'IA** : pour soutenir la supervision intelligente et la prévention des risques sur le FPSO Baleine.
ÉVALUATION DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	L'évaluation des compétences en matière de sécurité (SCA) est mise en œuvre afin d'évaluer les compétences des employés en matière de sécurité et d'exploitation à l'aide de questionnaires spécifiques à chaque fonction. Cette approche permet d'identifier les domaines dans lesquels une formation supplémentaire peut être nécessaire afin de combler les lacunes en matière de connaissances et d'améliorer la sécurité globale sur le lieu de travail.
ENGAGEMENT PERSONNEL EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ	Un outil numérique disponible sur le portail MyEni permet aux utilisateurs d'évaluer l'Engagement HSE au moyen d'un test, puis de planifier des activités comme des visites de sites, des réunions ou des événements de notification HSE. Elle encourage également les meilleures pratiques, notamment le droit d'arrêter le travail et les réunions de sensibilisation à la sécurité.
PACTE POUR LA SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT	Un dispositif développé par le centre de compétence en matière de sécurité d'Eni pour accroître la sensibilisation aux facteurs humains, largement reconnus comme la principale cause d'accidents sur les sites d'Eni. Il repose sur un accord de collaboration entre Eni Côte d'Ivoire et ses entreprises contractantes, visant à atteindre conjointement l'objectif commun de « zéro accident » afin de protéger à la fois la sécurité des personnes et l'environnement.
PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS	Les principes fondamentaux de la sécurité des procédés (PSF - Process Safety Fundamentals) constituent un ensemble de lignes directrices opérationnelles destinées au personnel de première ligne travaillant dans les usines de traitement, conçues pour prévenir les incidents liés à la sécurité des procédés. Ces lignes directrices constituent une ressource pratique pour les employés et les entreprises contractantes, en les aidant à se concentrer sur les facteurs clés qui garantissent la sécurité des procédés, tout en favorisant une solide culture de la sécurité et de l'intégrité des actifs.
JOUER & APPRENDRE	Promotion d'une nouvelle plateforme interactive qui permet aux employés d'améliorer leur compréhension et leur sensibilisation aux Règles d'or de sécurité et aux Principes fondamentaux de la sécurité des procédés.



Santé et bien-être des personnes

Le bien-être physique et psychosocial chez Eni est protégé et favorisé par des initiatives ciblant à la fois les employés et les communautés, comme définies dans le système de gestion de la santé d'Eni SpA. Cela inclut les domaines de travail suivants :

- Médecine du travail et de l'hygiène, et médecine des voyages.
- Assistance médicale et urgence.
- Initiatives de promotion de la santé et programmes et services d'assistance sanitaire.
- Activités de protection et de promotion de la santé ciblant les communautés (pour plus d'informations, voir le chapitre **Partenariats pour le développement**).

Le système de gestion de la santé est mis en œuvre au moyen des ressources humaines internes d'Eni, qui bénéficient régulièrement de formations et de perfectionnements, ainsi que d'un réseau de prestataires externes spécialisés, comme des universités et des centres d'excellence.
En 2025 en Côte d'Ivoire, des activités visant à protéger la santé des travailleurs ont été mises en œuvre en ce qui concerne l'environnement de travail, les processus de travail et les facteurs de risques professionnels.

Les services médicaux et les prestations liées à la santé sont entièrement garantis aux employés d'Eni et à leurs familles, ce qui témoigne de l'engagement fort de l'entreprise en faveur du bien-être de son personnel. Eni fournit un soutien direct et une couverture d'assurances santé complète, garantissant l'accès aux soins médicaux essentiels et aux traitements spécialisés en cas de besoin. En outre, l'entreprise soutient les mères qui travaillent en leur accordant deux heures de congé quotidien pour l'allaitement, en favorisant un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée et en promouvant la santé de la mère et de l'enfant. Eni a également maintenu une surveillance active des épidémies et des pandémies. Cet effort implique une supervision continue des menaces émergentes et actuelles pour la santé publique, telles que les épidémies de maladies infectieuses, les risques zoonotiques et les urgences sanitaires mondiales. Parallèlement, Eni a progressivement amélioré ses plans de préparation aux situations d'urgence. Ces plans sont régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des risques, intégrer les enseignements tirés des crises sanitaires passées (par exemple, COVID-19) et s'aligner sur les lignes directrices nationales et internationales en matière de santé publique.

En 2025, 2 025 services de santé ont été fournis aux employés, à leurs familles et aux agents sous contrat, 729 participations à des initiatives de promotion de la santé ont été enregistrées.

INITIATIVES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE POUR LES EMPLOYÉS, LES FAMILLES ET LES COMMUNAUTÉS

INFORMATION, COMMUNICATION ET SENSIBILISATION EN MATIÈRE DE SANTÉ	Campagnes de communication internes sur des sujets de santé pertinents, comme l'hypertension, le paludisme et le VIH-SIDA, destinées à tous les salariés, pour un total de 10 communications de sensibilisation en 2025.
OCTOBRE ROSE 2025 - MOIS DE SENSIBILISATION AU CANCER DU SEIN	Organisation d'une séance de sensibilisation et d'information sur le cancer du sein destinée aux employées, comprenant la distribution de supports de sensibilisation et l'affichage de posters, ainsi que la fourniture d'activités de dépistage, avec mammographies ou échographies, et comprenant un examen clinique réalisé par un gynécologue.
SENSIBILISATION ET DÉPISTAGE DU CANCER DE LA PROSTATE	Organiser des séances de sensibilisation au cancer de la prostate et un dépistage au moyen d'un examen clinique réalisé par un urologue, d'une analyse sanguine spécifique et d'une échographie pour les salariés.
PRÉVENTION DU PALUDISME	Fourniture de kits de diagnostic et de traitement du paludisme aux employés et à leurs familles, ainsi que de répulsifs contre les moustiques.
PROGRAMME POUR UN MODE DE VIE ALIMENTAIRE SAIN	Mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation et d'éducation, accompagnée d'un soutien nutritionnel individuel et d'un suivi pour tous les salariés.
SANTÉ MENTALE ET GESTION DU STRESS LIÉ AU TRAVAIL	Mise en œuvre de sessions de sensibilisation et d'information, déploiement d'une enquête d'évaluation du stress lié au travail et fourniture d'un accompagnement psychologique individuel pour tous les employés.
SANTÉ POUR TOUS : PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ DE QUALITÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES EN CÔTE D'IVOIRE	Mise en œuvre d'un projet qui soutient les établissements de santé gérés par des organisations confessionnelles (FBO) en assurant la formation du personnel médical, en réorganisant les processus d'approvisionnement et de gestion, en achetant des médicaments et en mettant directement en œuvre des améliorations structurelles. En 2025, plus de 70 000 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé. Pour plus d'informations, se référer au chapitre **Partenariats pour le développement - Santé communautaire**.
ACTIVITÉS DE SANTÉ POUR LES COMMUNAUTÉS	Mise en œuvre d'activités visant à renforcer le système de santé dans la région du Sud-Comoé. Ces activités comprennent la remise en état, le renforcement des capacités, le don d'équipements et la sensibilisation des communautés. En 2025, plus de 9 000 personnes ont bénéficié de cette initiative. Pour plus d'informations, se référer au chapitre **Partenariats pour le développement - Santé communautaire**.



Partenariats pour le développement

Pour Eni SpA, la durabilité est une partie intégrante de ses activités commerciales. Cela est également essentiel dans l'engagement en faveur d'une transition juste, grâce à la mise en œuvre de solutions conformes aux caractéristiques et aux contraintes spécifiques du pays. Pour faire face à la transition, Eni SpA met l'accent sur un modèle d'entreprise fondé sur la diversification des sources d'énergie et de leur fourniture, afin de contribuer au développement des communautés dans les pays où elle opère, au moyen de projets industriels et des projets de développement local, également en partenariat. Pour les projets de développement local, Eni SpA a développé au fil du temps une approche systémique afin de définir les domaines d'intervention prioritaires, en mettant en œuvre des projets « sur mesure » fondés sur les besoins des populations locales, tout en contribuant aux ODD et à la réalisation des objectifs de durabilité définis dans le plan stratégique du Groupe.

La pierre angulaire du développement local d'Eni en Côte d'Ivoire est le protocole d'accord signé avec la République de Côte d'Ivoire en décembre 2021, qui prévoit la mise en œuvre de projets de développement local et d'initiatives de compensation des émissions de carbone. Le protocole d'accord identifie des domaines potentiels de coopération entre l'entreprise et le pays à travers l'échange mutuel d'informations, de données et d'idées dans différents domaines d'intervention, conformément aux plans de développement nationaux, aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la stratégie de durabilité d'Eni SpA.

Dans le cadre du projet Baleine Phase 1, un budget dédié aux initiatives de développement local a été alloué et plusieurs projets ont été évalués et lancés dans différents secteurs d'intervention en fonction des priorités identifiées, à savoir : accès à l'énergie, éducation de qualité et formation professionnelle, diversification économique et santé communautaire.

À partir de 2022, six projets ont été lancés, dont quatre ont été menés à bien en 2025, tandis que les deux autres sont encore en cours de mise en œuvre.

Projets de développement local

ACCÈS À L'ÉNERGIE

Avec le programme Clean Cooking, Eni encourage la distribution de dispositifs de cuisson améliorés dans les communautés les plus vulnérables de Côte d'Ivoire, ce qui a un impact positif sur l'accès à des systèmes énergétiques plus efficaces, ainsi que sur d'autres aspects d'un développement plus durable (par exemple, une meilleure protection de l'environnement, l'autonomisation des femmes, la réduction des risques sanitaires, etc.).

Pour plus d'informations, voir **programme Clean Cooking en Côte d'Ivoire** dans la section Neutralité carbone d'ici 2050 et **diversification économique** dans cette section.

ÉDUCATION DE QUALITÉ ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Au cours des trois dernières années, Eni a lancé trois projets communautaires en Côte d'Ivoire pour promouvoir l'accès à une éducation de qualité et à des cours de formation professionnelle.

Soutien à un enseignement primaire de qualité en Côte d'Ivoire

Le projet « Appui à une éducation primaire de qualité en Côte d'Ivoire », mis en œuvre en partenariat avec l'ONG AVSI, a pour objectif d'améliorer l'accès au système éducatif et d'assurer un apprentissage de qualité aux élèves de l'école primaire. En outre, le projet contribue à réduire le déficit de compétences scolaires de base chez un nombre important d'élèves, en particulier dans les communautés vulnérables.

Plus de 8 400 étudiants et 170 enseignants ont été touchés

Entre 2022 et 2025, 8 écoles de la commune de Port-Bouët (Abidjan) ont été entièrement rénovées, et 14 autres écoles de Port-Bouët et de la région Sud-Comoé ont bénéficié d'une mise à niveau fonctionnelle avec de nouvelles installations sanitaires et un raccordement au réseau électrique. En outre, toutes les écoles ont été équipées de nouveaux bureaux, de bibliothèques mobiles, de livres et de kits informatiques, ainsi que de fournitures scolaires et d'articles d'hygiène en fonction de leurs besoins. Le programme est adapté d'une part aux élèves, qui reçoivent du nouveau matériel pédagogique et ont la possibilité de suivre des cours de rattrapage, et d'autre part à la communauté scolaire : les enseignants bénéficient d'une formation spécifique et de cours de renforcement des capacités, et les parents participent à des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la valeur de l'éducation au sein de leur foyer et de leur communauté.

En 2024, après avoir achevé le volet infrastructurel, le projet s'est attaqué spécifiquement à la sécurité et au bien-être des élèves à l'école. En effet, les étudiants et les enseignants ont participé à des cours d'éducation à la paix et à la non-violence, et les enfants victimes de violences ont été orientés vers des centres sociaux qui leur ont apporté leur soutien. Des audiences pour les élèves de l'école primaire non inscrits au registre civil ont été organisées avec les autorités compétentes afin d'assurer la livraison de certificats de naissance. Au total, le projet a touché plus de 8 400 élèves et 170 enseignants.





180
jeunes chômeurs formés dans le secteur des TIC

« Emplois durables »

Le projet « Emplois durables » (Sustainable Jobs) est actuellement mis en œuvre en partenariat avec CERCO Côte d'Ivoire. Il vise à contribuer à la création d'emplois dans la région du Sud-Comoé en développant des compétences professionnelles liées aux besoins du marché et en favorisant de nouvelles carrières. L'objectif est de proposer des programmes de perfectionnement qui renforcent l'employabilité des jeunes en offrant des formations spécialisées dans des secteurs à fort potentiel de croissance, en particulier dans l'industrie des TIC (technologies de l'information et de la notification). En effet, en 2025, 180 jeunes chômeurs ont reçu une formation dans le secteur des TIC.

Au cours des activités de formation, les participants reçoivent des instructions techniques approfondies pour assembler et réparer des smartphones et des appareils électroniques, ainsi que des sessions en classe sur le développement d'applications et le marketing numérique. À la fin de la formation, les diplômés sont aidés par CERCO Côte d'Ivoire à trouver des stages dans l'industrie et à décrocher un emploi.

Les étudiants participeront également à des séances d'orientation professionnelle qui leur permettront de se familiariser avec la dynamique du marché du travail et les compétences stratégiques requises. Les cours comprendront des présentations interactives sur les carrières actuelles et émergentes, un accent sur les parcours académiques nécessaires et des sessions impliquant les parents. Les technologies de réalité virtuelle sont utilisées pour l'immersion et l'analyse personnalisée des compétences et des intérêts des élèves. Les modèles de femmes dans l'industrie seront mis en avant au cours de l'orientation professionnelle par le biais de témoignages et d'histoires de réussite.

ENTRETIEN AVEC N'GATTA ANOH MARC ANTOINE CEDRIC, PROJET D'EMPLOIS DURABLES



N'Gatta Anoh Marc Antoine Cédric
Étudiant

Pourriez-vous vous présenter et nous dire comment vous avez découvert le programme Eni Sustainable Jobs, mené en partenariat avec CERCO ?

Mon nom est N'Gatta Anoh Marc Antoine Cédric, et je suis un bénéficiaire du programme d'emploi durable ENI/CERCO. C'est grâce à ma tante, qui a eu la gentillesse de me communiquer les informations, que j'ai découvert ce programme. J'ai tout de suite saisi cette opportunité en postulant via le lien fourni, et j'ai eu la chance d'être sélectionné dans la région du Sud-Comoé, à Bonoua. Parfois, une seule information bien partagée suffit à changer le destin d'une personne.

Quelle était votre situation avant de rejoindre le programme de formation ?

Avant de rejoindre le programme, j'étais malheureusement au chômage. Comme beaucoup de jeunes diplômés en Côte d'Ivoire, j'étais titulaire d'un BTS, mais je manquais d'expérience pratique et d'un cadre structuré pour mettre mes compétences à profit. Le programme, financé par Eni en Côte d'Ivoire et mis en œuvre par le CERCO, a été l'occasion idéale de transformer mon potentiel en réalité.

Quels bénéfices cette formation vous a-t-elle apportés, tant sur le plan professionnel que personnel ?

La formation a entraîné une profonde transformation en moi, tant sur le plan personnel que technique. Cette phase de démarrage m'a inculqué des valeurs fondamentales : la résilience, la discipline et l'esprit d'équipe. Sur le plan technique, j'ai acquis de solides compétences en intelligence artificielle et en développement d'applications, étayées par des certifications en Python et en HTML/CSS, le machine learning, JavaScript et Lovable, etc. Le travail pratique sur le terrain, notamment les formations en drop shipping, m'a également permis de développer une compréhension approfondie du monde du business. J'ai commencé ce programme alors que j'étais jeune diplômé au chômage ; je l'ai terminé en tant que professionnel bien préparé et sûr de moi.

Quel a été pour toi le moment le plus marquant de ce voyage ?

Sans aucun doute, ma participation au concours national JETIC, organisé par l'École supérieure africaine des technologies de l'information et de la notification (ESATIC). Notre équipe, formée à l'ENI CERCO, a relevé le défi de développer une application d'alerte épidémique en seulement 72 heures, en compétition directe avec des établissements renommés comme l'INPHB, l'IUTA, l'Université Félix-Houphouët-Boigny et l'UVCI. À l'issue de ce concours, nous avons eu l'immense honneur de remporter le premier prix du hackathon ESATIC 2026. Pour moi, cette distinction représente bien plus qu'un simple honneur : elle est la preuve tangible que la formation que j'ai reçue est d'un niveau exceptionnel.

Quel message souhaiteriez-vous adresser aux jeunes et aux partenaires d'Eni ?

À tous les jeunes qui doutent encore de leurs capacités, je voudrais dire ceci : il y a quelques mois, j'étais au chômage. Aujourd'hui, je suis le vainqueur d'un hackathon national. Je suis actuellement en stage de préparation à l'emploi au sein de l'équipe de développement de l'application pour smartphone « Made in Côte d'Ivoire ». Ne laissez jamais passer une occasion. Saisis cette opportunité avec détermination et donne le meilleur de toi-même.

FOCUS SUR

Projet de formation professionnelle Pro-Jeunes

Le projet « Pro-Jeunes » est le fruit d'une collaboration tripartite entre Eni, le Groupe Iveco et l'International Rescue Committee (IRC), une organisation non gouvernementale humanitaire et de développement international, qui a huit années d'expérience dans le soutien à l'employabilité des jeunes grâce à un programme mis en œuvre en collaboration avec le Département des institutions publiques du Ministère de l'Enseignement technique, la Formation professionnelle et l'Apprentissage (METFPA) de Côte d'Ivoire.

Le projet, mis en œuvre sur une période de deux ans, a permis de sélectionner et de former plus de 300 jeunes issus de communautés vulnérables du nord et du sud du pays, en mettant l'accent sur les zones à fort taux de chômage. En participant au projet, les étudiants ont acquis des compétences axées sur la demande, utiles pour intégrer avec succès le marché du travail dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile respectivement, environ 30 étudiants ayant réussi à accéder au marché du travail.

Plus de
300
jeunes formés

Le projet comprenait :

- Entrepreneuriat et formation aux compétences de la vie courante : développer les connaissances et les outils nécessaires pour naviguer dans le monde des affaires.
- Formation technique : offrir des qualifications certifiées et pertinentes pour l'industrie dans les domaines de la mécanique automobile, de l'électricité domestique et de l'énergie solaire, augmentant ainsi l'employabilité des stagiaires.
- Soutien à l'intégration : mise en relation des participants avec des emplois salariés dans des entreprises locales ou des opportunités d'emploi indépendant, favorisant leur résilience économique à long terme et leur développement personnel.

Le programme combine une formation théorique et pratique avec une expérience sur le terrain dans des entreprises privées et publiques leaders du secteur. Ce projet représente un exemple vertueux de partenariat public-privé, dans lequel chaque acteur contribue activement à atteindre des résultats communs : le renforcement des compétences techniques des jeunes dans des secteurs à forte demande de personnel de qualité, et le soutien à la recherche de stages et d'opportunités d'emploi.

Principaux enseignements tirés

- Le partenariat stratégique entre le Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage et le secteur privé a permis l'élaboration d'un programme de formation de haute qualité qui garantit le respect des normes industrielles.
- L'accord conclu avec les lycées professionnels pour dispenser la formation a permis aux stagiaires de réduire les frais et de valoriser leurs compétences et leur expérience éducative.
- La constitution de comités pédagogiques a contribué à améliorer la gestion des sessions de formation et la performance des participants.
- La désignation de points focaux dans chaque centre de formation pour assurer la liaison a favorisé une communication et une coordination étroites entre les formateurs, les participants et le personnel administratif.
- L'engagement des parents et/ou des partenaires proches par le biais de séances de sensibilisation et de visites à domicile a été essentiel pour garantir l'inscription des jeunes au programme de formation et maintenir leur participation au fil du temps. L'intégration des compétences de vie, de l'apprentissage socio-émotionnel et de la gestion financière de base dans le programme de formation a renforcé la confiance en soi des participants et leur capacité à prendre des décisions.
- Le projet a surmonté un obstacle important à l'assiduité en offrant des indemnités de transport, garantissant ainsi l'engagement et la participation pleine et entière des étudiants.



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

383
entrepreneurs et artisans (dont 67 % de femmes) ont participé aux sessions de formation

Eni reconnaît que la création d'emplois décents et stables et la diversification des activités économiques sont essentielles pour stimuler une croissance et une innovation plus durables. C'est pourquoi, en juillet 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé un accord visant à mettre en œuvre une initiative destinée à renforcer les capacités entrepreneuriales dans l'industrie textile. C'est ainsi qu'est né le projet « Ethical Fashion Initiative » (initiative mode éthique), en partenariat avec le Centre du commerce international (ITC - International Trade Centre), une agence conjointe des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce. L'objectif du projet était de créer un pôle de mode durable en Côte d'Ivoire capable de catalyser la demande de produits de haute qualité et de plus en plus durables de la part des créateurs et stylistes nationaux et internationaux, en s'appuyant sur le réseau de l'ITC, permettant ainsi la consolidation d'une chaîne d'approvisionnement locale de petits artisans et entrepreneurs gravitant autour du pôle.

En novembre 2024, Eni et l'ITC ont inauguré un centre de formation et de production plus durable à Abidjan, qui a été rénové et équipé pour piloter le développement d'une chaîne de valeur locale et plus respectueuse de l'environnement dans le secteur de la mode. L'événement d'inauguration était organisé par STUDIO 4, une entreprise sociale créée dans le cadre du projet afin de gérer le centre de production et de promouvoir des programmes de formation professionnelle pour les travailleurs de l'industrie de la mode, les artisans, les designers, les marques, les entreprises industrielles et les institutions publiques, créant ainsi un réseau local pour soutenir l'activité du centre.

Lors de la mise en œuvre du projet, qui s'est achevé en 2025, les travailleurs de STUDIO 4 ont été formés à la création de patrons, aux collections commerciales, au contrôle de la qualité, au traitement des fiches techniques des vêtements et aux outils de suivi des déchets.

Les artisans du Réseau STUDIO 4 et d'autres entreprises locales ont participé à une formation sur le tissu entrepreneurial, l'application des principes ESG et des normes d'impact social afin de promouvoir une augmentation de la durabilité de la chaîne de valeur. Au total, 383 entrepreneurs et artisans (dont 67 % de femmes) ont participé aux sessions de formation et 84 entrepreneurs et artisans ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de l'initiative.



ENTRETIEN AVEC MADAME KADIO-MOROKRO, STUDIO4



Madame Kadio-Morokro
Cofondateur de Studio4

Depuis combien de temps travaillez-vous avec Eni en Côte d'Ivoire et comment cette collaboration a-t-elle commencé ?
Nous avons rencontré l'équipe d'Eni dans les locaux de Premises Housing, l'espace de coworking dont j'étais propriétaire en 2023, et depuis lors, nous sommes restés régulièrement en contact jusqu'à la signature du protocole d'accord initial.

Quels types de projets réalisez-vous pour Eni et comment ces projets mettent-ils en valeur l'expertise locale ?
Nous avons participé à des projets de formation avec des tisserands, ce qui leur a apporté de nouvelles perspectives et les a sensibilisés à l'importance de la durabilité, non seulement pour notre propre consommation, mais aussi si nous souhaitons nous ouvrir au monde. Nous avons également contribué à la création d'une collection pour la marque commune de certains bénéficiaires du programme EFI (Ethical Fashion Initiative) Hands of Fashion Côte d'Ivoire, comprenant une ligne de vêtements confectionnés à partir de tissus en coton biologique du Burkina Faso. Nous avons pu participer à une présentation au Kenya.
Nous avons pu mener à bien un projet fondé sur l'économie circulaire avec le projet AGNON, qui comprenait des séances de création de pièces recyclées avec des étudiants des écoles de formation en mode MICHELE YAKICE et CARINE N. Nous avons également pu créer une collection chez STUDIO 4.
Le projet AGNON a été réalisé en partenariat avec le créateur de mode Vincent Esclade, qui s'est déplacé de France pour superviser les ateliers avec les écoles de mode, ainsi que les ateliers organisés à l'Institut français de Côte d'Ivoire avec des enfants âgés de 9 à 18 ans.
Dans le cadre de ce projet, nous avons également organisé une exposition consacrée aux vêtements d'occasion, à leur dimension sociale et son impact environnemental, et la possibilité de lui donner une nouvelle vie grâce au recyclage valorisant (upcycling).
Ce projet nous a permis de nous associer à l'IFCI afin de soutenir les industries créatives locales et internationales : nous avons organisé les ateliers, l'exposition et une table ronde sur l'économie circulaire dans le secteur de la mode.

Quels bénéfices cette formation vous a-t-elle apportés, tant sur le plan professionnel que personnel ?
Grâce au financement d'Eni, nous avons pu fonctionner dans les meilleures conditions possibles afin d'offrir nos services, en utilisant des outils comme la conception assistée par ordinateur (CAO) et l'énergie solaire — des capacités qui nous ont permis d'atteindre un cadre dans lequel nous pouvons rechercher des clients à l'international. De plus, nous avons bénéficié du soutien d'EFI dans nos activités quotidiennes. Nous avons également acquis de l'expertise grâce à un accompagnement pratique de nos travailleurs, à une formation à la CAO et, enfin, à l'aide d'un conseiller qui nous a permis d'avoir une vision objective et claire de notre modèle d'entreprise, en formulant des suggestions sur la manière de nous établir comme un cabinet de conseil en conception de premier plan à Abidjan et dans la sous-région à long terme.

Selon vous, comment ce partenariat contribue-t-il au développement du contenu local en Côte d'Ivoire ?
La fourniture de produits textiles fabriqués localement constitue un défi majeur pour notre pays. Il reste encore beaucoup à faire, mais STUDIO 4 est l'embryon d'un projet encore plus vaste, qui nous permettra de répondre à une forte demande locale, en particulier si les entreprises doivent s'approvisionner localement.

FOCUS SUR

Les activités de Joule en Côte d'Ivoire

En 2025, Joule a lancé ses activités en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un projet d'une durée prévue d'environ 24 mois, destiné à soutenir le développement de solutions plus durables dans les domaines du Clean Cooking et de la transition énergétique. L'initiative s'articule autour de trois principaux axes d'intervention : la cartographie de l'écosystème local de l'innovation, la conception d'un programme de formation professionnelle et la Livraison d'un parcours de formation HSE destiné aux entreprises sélectionnées, qui s'est achevé en décembre 2025.
Dans la phase initiale, l'équipe a réalisé une cartographie structurée de l'écosystème ivoirien de l'innovation, en mobilisant des start-up, des PME, des institutions locales, des ONG et des interlocuteurs actifs dans les secteurs du Clean Cooking, des énergies plus durables sur le plan environnemental et du tissu entrepreneurial dit « vert », afin d'identifier les acteurs clés, les besoins et les domaines de collaboration possibles.
Parallèlement, on a réalisé la conception et la structuration d'un programme de formation professionnel consacré au développement des compétences techniques et managériales dans le secteur de l'énergie. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'initiative plus large « Green Horizon » lancée par ELIS, qui vise à renforcer les capacités locales et à favoriser l'emploi des jeunes. Le programme doit être lancé au premier trimestre 2026.

SANTÉ COMMUNAUTAIRE

En mars 2023, Eni Côte d'Ivoire a signé deux accords de coopération avec des ONG internationales pour mettre en œuvre des projets de santé communautaire dans le pays, confirmant le dévouement et l'engagement de l'entreprise à protéger la santé communautaire et à renforcer les systèmes de santé et les infrastructures locales par le biais de programmes spécifiques.

- Accord de coopération avec l'ONG Doctors with Africa - CUAMM : un projet de 3 ans (2023-2026) ayant pour objectif d'améliorer les services de santé (en particulier pour les groupes vulnérables comme les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants) en soutenant le système de santé local dans les zones mal desservies du pays.
- Accord de coopération avec l'ONG International Rescue Committee (IRC) : un projet de deux ans (2023-2025) qui ciblait six centres de santé publique et hôpitaux situés dans la région de Sud-Comoé, dans la zone d'influence du projet de développement Baleine, en réponse aux demandes formulées par les communautés locales lors des consultations publiques organisées dans le cadre du processus ESHIA.

Promouvoir l'accès aux services de santé de qualité pour les populations vulnérables en Côte d'Ivoire

169
personnels de santé formés

Le projet soutient des structures sanitaires gérées par des organisations confessionnelles (FBO), coordonnées par l'Union de Religieux/euses qui travaillent dans la Santé et le Social en Côte d'Ivoire (URSSCI). Ce projet vise à fournir des services de santé aux communautés mal desservies, là où les besoins sont les plus pressants. En 2025, trois établissements de santé ont été rénovés, notamment avec la construction d'un centre de vaccination, l'aménagement de zones de prestations de services d'assainissement et la réorganisation des archives administratives. En outre, onze établissements ont reçu deux lots de médicaments essentiels, ainsi qu'une formation renforcée à la gestion des stocks.

Tout au long de l'année, 169 professionnels de la santé ont bénéficié de diverses activités de formation, notamment sur la préparation aux situations d'urgence, les soins essentiels pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (MNCH), ainsi que sur l'élaboration et la gestion de projets pour le secrétariat de l'URSSCI. Un soutien supplémentaire a été apporté au secrétariat afin d'intégrer le Réseau d'établissements au dispositif public d'assistance sanitaire et aux mécanismes nationaux de financement de la santé, renforçant ainsi la durabilité des établissements.

Renforcement du système de santé local dans la région du Sud-Comoé

3
centres de santé publique rénovés

En collaboration avec le Ministère de la Santé, les autorités locales, l'ONG International Rescue Committee, les dirigeants communautaires et les travailleurs de santé, ce projet est intervenu dans certains établissements de santé de la région, en se concentrant sur diverses activités : de la réhabilitation des infrastructures et de l'accès à l'eau potable à la fourniture de matériel médical et d'ambulances, ainsi qu'à la formation du personnel de santé et à la sensibilisation des communautés.

En 2025, trois centres de santé des districts d'Adiaké et de Grand-Bassam ont été rénovés et de nouvelles infrastructures, comme des zones de mise au rebut des déchets, des incinérateurs et des fosses à placenta, ont été construites. Du matériel médical a également été fourni.

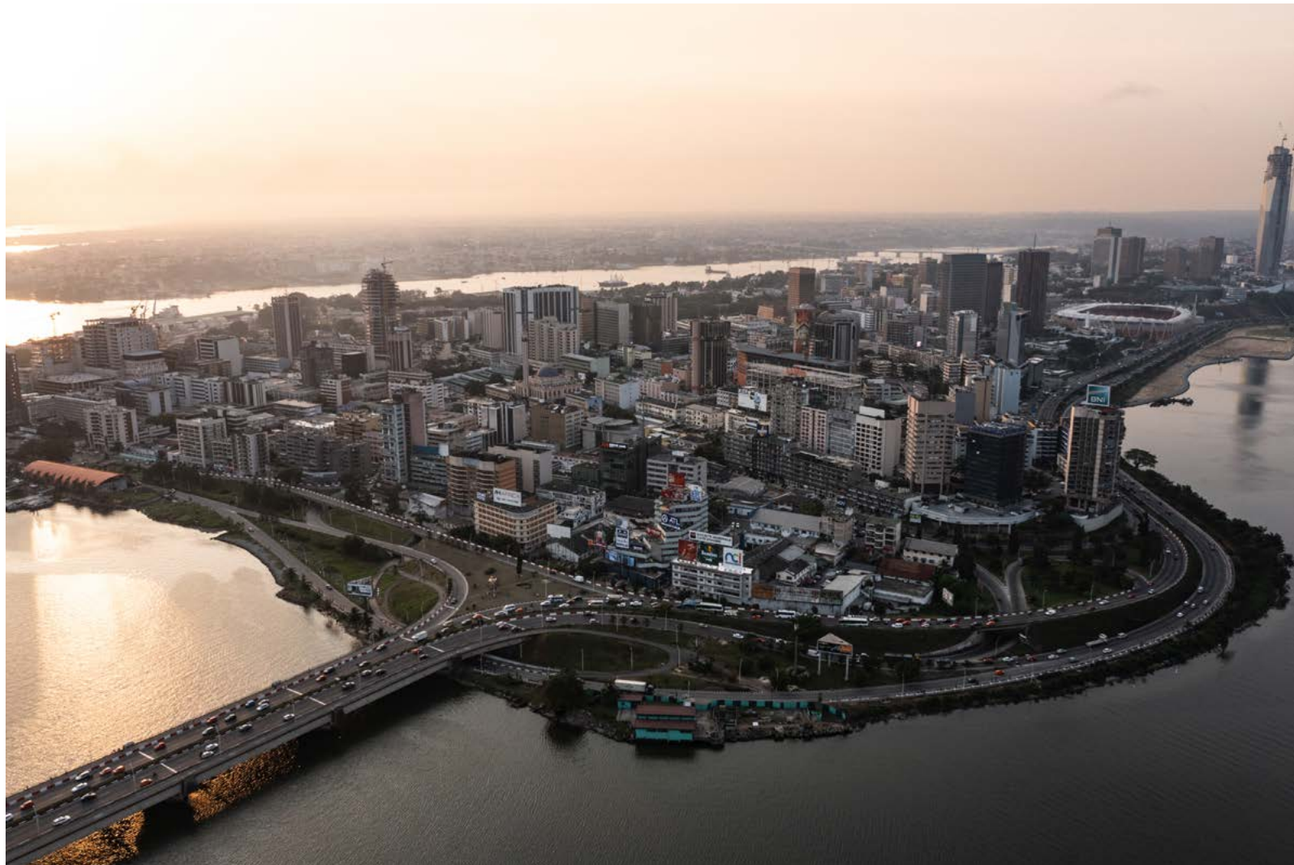
Des activités de sensibilisation axées sur les meilleures pratiques en matière d'eau, de services d'assainissement et d'hygiène, de santé reproductive, de lutte contre les vecteurs et de vaccination ont été mises en œuvre auprès des patients des centres d'assistance sanitaire et des communautés, ainsi qu'au sein des ménages cartographiés, afin de diffuser des messages de santé et d'autres outils destinés à aider les familles. Au total, 982 personnes ont bénéficié de ces activités de sensibilisation. Au total, plus de 9 000 personnes ont désormais accès à de meilleurs services de santé, comme des consultations générales, des services de maternité et des programmes de santé préventive.

Contenu local

Le contenu local est la valeur ajoutée apportée par les activités d'Eni SpA au dispositif socio-économique dans les contextes où l'entreprise opère, en termes de création de main-d'œuvre locale, de développement industriel et technologique, de mobilisation des activités économiques, de cession de savoir-faire et d'amélioration des compétences du capital humain. Pour un acteur industriel tel qu'Eni SpA, le contenu local est un élément clé pour établir des relations à long terme avec les interlocuteurs locaux. En effet, en juin 2022, la Côte d'Ivoire a promulgué une loi sur le contenu local pour les activités pétrolières et gazières (loi n° 2022-408) qui a été publiée au Journal Officiel en septembre 2022. Cette loi, qui témoigne de l'importance et de la centralité du sujet pour le pays, vise à garantir que la priorité en matière d'emploi soit accordée aux ressortissants ivoiriens et que la préférence soit donnée aux entreprises ivoiriennes lors des processus d'approvisionnement et d'attribution de contrats, encourageant ainsi le développement des ressources locales et la croissance d'une chaîne d'approvisionnement nationale dans le secteur du pétrole et du gaz. L'importance qu'Eni accorde au contenu local est conforme aux dispositions de la loi et ouvre la voie à une collaboration prospère et durable avec le pays.

En Côte d'Ivoire, la contribution d'Eni au contenu local s'articule autour de quatre domaines :

- Activation des chaînes d'approvisionnement pour accroître la compétitivité des entreprises locales et l'impact économique sur les secteurs industriels et manufacturiers locaux. renforce les soins de santé dans le Sud-Comoé en modernisant les installations et en améliorant ainsi le contrôle des infections, en responsabilisant les autorités, en impliquant les communautés et en promouvant le rôle des femmes. L'accès aux services de santé est essentiel à l'amélioration des communautés locales car il a un impact direct sur la productivité, la stabilité économique et le bien-être social. Pour promouvoir les principes ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) auprès des agents sous contrat et des entreprises locales, Eni a mis en place des stratégies spécifiques pour mesurer et améliorer leurs performances (voir la section Durabilité dans la chaîne de valeur).
- Intégration du personnel local dans les structures opérationnelles d'Eni, à la fois par l'implication et le recrutement direct de la main-d'œuvre (le montant total des salariés en 2025 est de 130, dont 59 de nationalité ivoirienne) et par la promotion de l'emploi tout au long de la chaîne d'approvisionnement.



- Partage et cession de compétences et de connaissances professionnelles dans les secteurs de l'énergie et de la technologie grâce à des formations spécifiques pour le personnel local ainsi qu'à l'élaboration de cours et de programmes de formation en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur. Sur ce dernier point, la troisième édition des masters upstream et aval a été lancée en 2024 en partenariat avec Eni Corporate University (ECU) et l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro. Au total, 90 étudiants ont été inscrits dans les trois éditions des programmes Master, et 22 d'entre eux, issus de la première et de la deuxième édition, ont été intégrés dans les départements d'Eni pour effectuer le stage obligatoire requis pour l'obtention du diplôme. D'autres étudiants ont été pris en charge par des entrepreneurs, des partenaires et des pairs. En 2024, la deuxième édition du cours technique destiné à 40 opérateurs de production et de maintenance a été achevée et 15 participants ont commencé leur apprentissage chez Eni. Enfin, en 2025, Eni a accordé six bourses au personnel local pour participer à des programmes de maîtrise parrainés par Eni en Italie. En outre, des cours de formation en personne et à distance ont été mis à la disposition du personnel d'Eni Côte d'Ivoire. En outre, huit employés ont été envoyés en Italie et en République du Congo dans le cadre de cessions de formation professionnelle.
- Interventions visant à soutenir la communauté locale afin de favoriser la croissance et la diversification économique, en impliquant les entreprises locales et les petites entreprises, également dans le but d'améliorer leurs niveaux de production et leur efficacité. À titre d'exemple, le programme Clean Cooking s'est appuyé sur l'achat de fourneaux améliorés auprès d'un producteur local, ce qui a permis à ce dernier d'acquérir de nouvelles machines, d'embaucher du personnel supplémentaire et d'agrandir l'atelier de production à Abidjan. Un autre exemple est l'Ethical Fashion Initiative, une entreprise sociale du secteur textile créée en 2023 par Eni et ITC (voir la section **Diversification économique**), qui a activé un réseau de micro-entreprises pour la commercialisation de modèles de prêt-à-porter, contribuant ainsi à la création d'emplois. D'autres projets sont en place afin de renforcer les compétences professionnelles des jeunes et de permettre l'augmentation de la compétitivité des entreprises locales dans les secteurs de l'automobile, de l'énergie et de l'électronique.

Le développement du capital humain, des chaînes d'approvisionnement et de l'écosystème entrepreneurial qui gravite autour des activités industrielles fait partie intégrante du modèle d'entreprise d'Eni SpA, appliqué à chaque contexte. L'importance qu'Eni SpA accorde au contenu local se traduit par la définition de plans intégrés entre les différentes fonctions de l'entreprise afin de maximiser la création de valeur dans le respect de la réglementation en vigueur et en fixant souvent des objectifs plus ambitieux que ceux prévus par les cadres législatifs locaux.

MODÈLE ELCE

Depuis 2016, Eni utilise le modèle ELCE (Eni Local Content Evaluation), validé par l'Université polytechnique de Milan, pour mesurer les impacts de ses activités dans les pays où elle opère. Cette approche fournit une évaluation quantitative des impacts des activités commerciales d'Eni en analysant les effets socio-économiques générés au niveau national au moyen d'indicateurs qui rendent compte des bénéfices en termes de production économique et d'emploi.

Le modèle estime les effets directs générés par les activités d'Eni, les effets indirects liés à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et les effets induits liés à l'augmentation de la production économique résultant de salaires plus élevés injectés tout au long de la chaîne de valeur.
L'impact est quantifié selon deux dimensions : la production de biens et de services générée par les investissements, et les emplois supplémentaires créés grâce à l'activation de la chaîne d'approvisionnement, mesurés en équivalents temps plein (ETP).

APPLICATION DU MODÈLE ELCE AU PROJET BALEINE (PHASES 1 ET 2)

Baleine est la plus importante découverte d'hydrocarbures jamais réalisée par une entreprise énergétique en Côte d'Ivoire. Par l'accélération du passage de la phase d'exploration à celle de production, le projet contribue de manière significative à la croissance industrielle ivoirienne et renforce le poids du pays comme centre énergétique régional.

Découvert en 2021, le champ a été développé selon une approche accélérée, la phase 1 étant entrée en production en 2023 et la phase 2 ayant été mise en service en 2024.

Le montant total des achats prévus pour les Phases 1 et 2 du projet Baleine s'élève à plus de 7 milliards d'USD, comprenant à la fois les investissements (CAPEX) et les dépenses d'exploitation (OPEX).
- Le modèle a été utilisé pour évaluer l'impact positif que ces dépenses génèrent en termes de contribution à l'économie et à l'emploi du pays.
- Chaque million d'euros investi génère une augmentation de la production économique nationale de 0,37 million d'euros.
- En termes d'emploi, chaque million d'euros investi génère 48 emplois équivalents temps plein (ETP), si l'on considère les effets globaux, y compris les effets indirects de la chaîne d'approvisionnement et les effets induits.

Une grande partie de l'impact sur l'économie et l'emploi est concentrée dans la Phase d'exploitation, après le démarrage de la production d'hydrocarbures. La Phase d'exploitation fait davantage appel à des entrepreneurs et à des employés locaux que la phase de construction, qui fait principalement appel à des entrepreneurs internationaux en raison de la nature hautement technique des services à fournir.
Le modèle a ensuite été appliqué pour évaluer l'impact réel des activités du projet Baleine en 2024 sur la production économique et l'emploi à l'échelle locale. En 2024, les dépenses de plus de 1,4 milliard de dollars US en biens et services auraient généré 347 millions de dollars US d'impacts économiques, notamment des effets directs, indirects (chaîne d'approvisionnement) et induits, en tenant compte de la production économique et du soutien à l'emploi par le salariat, tout au long de la chaîne de valeur. Les retombées en termes d'emploi sont estimées à plus de 40 000 ETP.

IMPACT ÉCONOMIQUE (2024)	IMPACT SUR L'EMPLOI (2024)
347 millions de dollars américains	Plus de 40 000 ETP

Pour plus d'informations sur le modèle ELCE, voir la section **Partenariats pour le développement** du document **Eni for 2025 - Une Transition Juste**.



MODÈLE ELCE SUR MESURE

Baleine Phases 1 et 2 devraient constituer le premier projet de développement Upstream Net Zéro en Afrique (pour les émissions des scopes 1 et 2). Les émissions de GES (gaz à effet de serre) de Baleine seront réduites par l'utilisation de technologies avancées en termes de solutions d'usines à haut rendement, de récupération de l'énergie des procédés et de réduction et de contrôle des émissions fugitives. Les émissions résiduelles sont compensées par des initiatives de foresterie et des projets de cuisson propre déjà en cours, qui contribuent également à la création de valeur pour les parties prenantes locaux, conformément à l'approche d'Eni SpA en matière de développement durable.

L'approche d'Eni Côte d'Ivoire en matière de durabilité repose également sur le développement de cultures agricoles destinées à la production de matières premières biologiques pour la production de carburants à plus faible teneur en carbone.

Compte tenu des impacts sociaux générés par ces projets au niveau local, le modèle ELCE a été adapté afin de rendre compte de leurs impacts socio-économiques. Compte tenu de la nature différente de ces initiatives par rapport aux activités Upstream, l'analyse s'est concentrée sur les effets directs et indirects associés aux fournisseurs directement engagés par Eni, afin d'évaluer les retombées économiques et les effets sur l'emploi qui en découlent.

En conséquence, les effets sur l'ensemble de la chaîne de valeur et les impacts induits ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

APPLICATION AUX PROJETS COMPENSÉS EN CARBONE

Les projets de compensation carbone en Côte d'Ivoire, en plus de compenser les émissions résiduelles liées à la production d'hydrocarbures, apportent également des avantages aux communités locales en matière de contenu local.

Le programme Clean Cooking, conçu en 2022, vise à promouvoir l'adoption de fourneaux améliorés, qui constituent une alternative plus durable et plus efficace aux méthodes de cuisson traditionnelles (comme les feux à trois pierres ou les braseros rudimentaires) pour les communautés vulnérables. Au cours de ses 11 années d'existence, ce projet.

Sur sa durée de vie, la distribution de fourneaux améliorés devrait générer plus de 25 millions de dollars américains d'achats locaux de biens et de services et soutenir environ 80 ETP par an, créés exclusivement par l'intermédiaire des fournisseurs de premier rang d'Eni participant à la production, à la distribution et à la mise en œuvre de l'initiative.

Le projet de Sylviculture a été lancé en 2024 et a une durée supérieure à 30 ans. Il garantira la génération de crédits carbone de haute qualité destinés à compenser les émissions de GES (gaz à effet de serre) des champs d'application 1 et 2 de Baleine. Outre les avantages environnementaux, ces activités devraient générer environ 45 millions de dollars américains en achats locaux de biens et de SERVICES sur toute la durée de vie du projet. En outre, ces activités devraient également créer des possibilités d'emploi par l'intermédiaire des fournisseurs directs d'Eni engagés dans la mise en œuvre du projet. En particulier, le projet soutient environ 140 ETP par an, correspondant aux emplois générés par Eni et ses fournisseurs de premier rang.

DEMANDE POUR UN PROJET DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

La nouvelle société Eni Natural Energies Côte d'Ivoire (ENE), filiale du groupe, opère principalement dans le domaine de la production de matières premières agricoles et d'huiles végétales à partir de résidus agro-industriels et agricoles pour approvisionner les bioraffineries d'Enilive.

L'initiative relative aux matières premières agricoles en Côte d'Ivoire a été évaluée sur l'ensemble de la période de 10 ans afin d'estimer les retombées positives générées en matière d'approvisionnement local en biens et services, ainsi que sur l'emploi direct et indirect, quantifié en équivalents jour homme à temps plein.

En plus des avantages pour les agriculteurs locaux, les coopératives et les communautés rurales, l'initiative contribue à la création d'emplois au niveau de la mise en œuvre du projet. L'emploi est généré par les fournisseurs directs d'Eni engagés dans des activités opérationnelles, l'initiative soutenant environ 480 ETP par an.





Durabilité dans la chaîne de valeur

Eni SpA a développé une stratégie de gestion durable de la chaîne d'approvisionnement fondée sur la collaboration et des valeurs partagées avec ses fournisseurs. La stratégie repose sur trois piliers principaux : une approche systémique et inclusive, le développement et la valorisation des meilleures pratiques, ainsi que l'intégration des principes ESG à chaque étape du processus d'approvisionnement.

- Le premier pilier vise à engager les entreprises de la chaîne d'approvisionnement dans une démarche d'amélioration et de développement durable, grâce au partage d'objectifs communs et à l'adoption de solutions adaptées en fonction de l'échéance ESG de chaque entreprise. Eni SpA vise à renforcer davantage la gestion durable de la chaîne d'approvisionnement en fournissant des outils permettant aux fournisseurs d'adopter et de reproduire le modèle du Groupe.
- Le deuxième pilier vise à soutenir les entreprises en leur fournissant des outils pour améliorer leurs performances ESG. Eni SpA aide les fournisseurs à mesurer leur niveau d'échéance en matière d'ESG, en proposant des solutions personnalisées et des formations gratuites.
- Le troisième pilier se concentre sur l'intégration des principes ESG dans le processus d'approvisionnement. Eni SpA a adopté le **« Cadre pour une chaîne d'approvisionnement durable »**, un mécanisme de gouvernance qui combine les objectifs de l'entreprise, les exigences législatives, les cibles et les plans d'action spécifiques qui affectent le processus d'approvisionnement et la chaîne d'approvisionnement au sens large. Ce cadre prend la forme d'une supervision transversale des différentes dimensions de la durabilité, axée sur les questions ESG prioritaires régulièrement identifiées sur la base du plan stratégique de l'entreprise et de l'évolution du paysage réglementaire.

Les principes de protection de l'environnement, de progrès social et de développement économique, ainsi que les aspects techniques, opérationnels, éthiques et liés à la réputation, sont fondamentaux à toutes les étapes du processus d'approvisionnement, de la qualification des fournisseurs et des procédures d'appel d'offres à la Gestion des contrats et à la collecte des retours d'expérience.

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Les fournisseurs d'Eni Côte d'Ivoire sont soumis à des processus structurés de qualification et de Due Diligence, qui comprennent la vérification de leur fiabilité économique et financière, technique et organisationnelle et, en particulier, de leur profil ESG. Pour soutenir cette approche, Eni partage avec ses fournisseurs l'engagement mutuel de respecter les principes ESG par la signature du Code de Conduite des fournisseurs[6], qui fait partie intégrante des conditions contractuelles et oriente les relations tout au long du cycle de collaboration. Ce document, auquel il est fait expressément référence dans les contrats, établit des obligations en matière de Droits de l'Homme, de santé et de sécurité, de protection de l'environnement, d'éthique et d'intégrité, conformément aux conventions internationales et aux normes de l'OCDE et des Nations unies.

PROCÉDURES D'APPROVISIONNEMENT

Dans les procédures d'appel d'offres, Eni applique des critères d'évaluation objectifs et transparents, en accordant une attention particulière à la durabilité. Les critères ESG sont intégrés dans les modèles d'évaluation des offres techniques et commerciales en fonction de l'objet spécifique de l'appel d'offres, contribuant ainsi à l'identification de la proposition la plus avantageuse sur le plan économique. Les contrats comprennent des clauses ESG spécifiques, qui imposent des obligations aux fournisseurs en matière de performance environnementale et sociale, également par l'intermédiaire de la plateforme Open-es, un système numérique collaboratif qui permet aux entreprises de mesurer et d'améliorer leur performance ESG (environnementale, sociale et de gouvernance), favorisant ainsi la transparence et le développement plus durable tout au long de la chaîne d'approvisionnement. En Côte d'Ivoire, 134 entreprises contractantes ont rejoint la plateforme et bénéficient d'un soutien continu pour répondre aux diverses exigences ESG grâce à des outils pratiques qui facilitent des voies de développement de plus en plus durables et renforcent la compétitivité des entreprises. Dans ce contexte, le respect des Droits de l'Homme au sein de la chaîne d'approvisionnement est un aspect essentiel, protégé par un processus d'approvisionnement basé sur un modèle d'évaluation spécifique qui accorde une attention particulière aux risques liés au travail forcé et au droit à la Liberté d'association et à la négociation collective. Une nouvelle approche de la gestion des émissions a également été adoptée, qui implique l'application d'exigences minimales en matière d'émissions et de gouvernance de la chaîne d'approvisionnement pour chaque code de produit et/ou de critères d'attribution pouvant être utilisés dans les processus d'approvisionnement pour les matières premières à haut risque.

GESTION DES CONTRATS ET FEEDBACK

L'engagement du fournisseur en matière de développement durable croissant est contrôlé à différents stades du processus d'approvisionnement par le biais d'un retour d'information, et un soutien est apporté aux fournisseurs pour l'identification d'actions prioritaires visant à améliorer leur positionnement ESG par le biais d'initiatives de formation, d'ateliers et de programmes de développement spécifiques. L'objectif est de maximiser l'évaluation ESG à tous les stades du processus d'approvisionnement et d'étendre ces évaluations aux niveaux suivants de la chaîne d'approvisionnement, en impliquant également les gestionnaires de contrats.

ENTRETIEN AVEC SOULEYMANE KONATE, ETS FAMAN



Souleymane Konate
Administrateur délégué d'ETS FAMAN

En quoi votre partenariat avec Eni Côte d'Ivoire a-t-il marqué un tournant dans le développement de votre entreprise ?
Notre partenariat avec Eni Côte d'Ivoire a été bien plus qu'un simple contrat. En effet, cela a marqué un véritable tournant dans notre histoire. Cela nous a permis d'évoluer d'une entreprise locale en développement vers une organisation bien structurée, capable de répondre aux exigences d'un groupe international. Ce partenariat nous a donné confiance en notre potentiel et a considérablement renforcé notre ambition.

Derrière cette croissance, quel impact concret constatez-vous aujourd'hui sur l'emploi et les compétences au niveau local ?
Derrière chaque étape de notre développement, il y a des hommes et des femmes. Grâce à cette collaboration, nous avons pu créer des emplois, renforcer nos équipes et offrir de réelles perspectives d'avenir aux talents locaux. Mais au-delà des chiffres, ce que nous constatons, c'est une amélioration collective des compétences. Nos équipes sont désormais mieux qualifiées, plus rigoureuses et plus fières de contribuer à un projet d'importance nationale.

En travaillant aux côtés d'un acteur international tel qu'Eni, comment vos normes opérationnelles ont-elles évolué ?
Travailler avec Eni nous a poussés à nous dépasser. Les normes élevées en termes de qualité, de sécurité et de performances nous ont conduits à réexaminer en profondeur nos méthodes de travail, à mieux structurer nos processus et à adopter des normes internationales.
Ce qui semblait au départ être un défi s'est rapidement transformé en une véritable opportunité : celle de nous développer, de nous professionnaliser et d'élever notre entreprise à un cadre d'excellence durable.
Aujourd'hui, ces normes font partie intégrante de notre ADN et nous permettent d'entrer sur de nouveaux marchés avec davantage de confiance.
Mais au-delà des normes, ce partenariat a eu un impact profondément humain.
Nous sommes passés d'environ dix à près de cent (100) employés, touchant ainsi quelque sept cents (700) personnes au sein des familles et des communautés.
C'est ce qui donne tout son sens à notre engagement et à notre développement.

Selon vous, comment ce partenariat illustre-t-il le potentiel du contenu local dans le secteur de l'énergie ivoirien ?
Ce partenariat prouve que les entreprises ivoiriennes ont toute leur place dans les projets énergétiques d'envergure. Avec un soutien adapté et la confiance de partenaires tels qu'Eni, nous pouvons non seulement respecter les normes internationales, mais aussi contribuer activement au développement du pays.
Nous sommes fiers de jouer notre rôle, à notre propre niveau, dans la construction d'un secteur de l'énergie plus inclusif et plus local.

6 Code de Conduite des Fournisseurs Eni.

Rapports et critères de performance

Le « Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 » s'inscrit dans les Compte-rendus de Développement Durable d'Eni SpA, qui comprennent la « Déclaration consolidée sur la durabilité d'Eni 2025 », requise par la loi et incluse dans le Rapport financier annuel, ainsi que le rapport volontaire « Eni for 2025 - Une Transition Juste ». La « Déclaration consolidée sur la durabilité d'Eni pour 2025 » a été préparée conformément au décret législatif italien n° 125/2024 et aux Normes européennes de rapports sur la durabilité (ESRS) et fait l'objet d'une assurance limitée par le même commissaire aux comptes que celui chargé des comptes annuels. En outre, ce système de rapports est complété par les informations fournies sur le site Internet de l'entreprise Eni SpA, auquel il est fait référence pour une analyse plus approfondie des questions couvertes par le présent rapport. Le Rapport local de développement durable d'Eni en Côte d'Ivoire 2025 a été préparé pour fournir aux parties prenantes des informations claires et détaillées sur les questions de développement durable liées à la présence d'Eni SpA et de ses filiales en Côte d'Ivoire.

La pertinence des sujets décrits dans le document découle du contexte dans lequel Eni opère et des demandes et intérêts reçus directement et indirectement par Eni de la part de divers interlocuteurs au cours de l'année de référence, évalués sur la base d'une analyse de la fréquence et de la pertinence, et fournit une vue d'ensemble des investissements réalisés par Eni dans le pays.

Les données rapportées dans ce document représentent la partie des KPI rapportés au niveau du Groupe dans la « Déclaration consolidée sur la durabilité d'Eni 2025 » et chez Eni for 2025 - Une transition juste.

Rapport Financier Annuel 2025.
Eni for 2025 - Une Transition Juste.

DONNÉES DE PRODUCTION

		2024	**2025**
Pétrole sur place (potentiel de Baleine)	(milliards de barils standard - BSTB)	2,5	**2,5**

PAIEMENTS AU GOUVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE - ANNÉE 2025 COMPLÈTE[a]

(en milliers d'EUR)

Paiements par projet	Droit à la production	Taxes	Redevances	Bonus	Frais	Améliorations de l'infrastructure	**Total**
Projet Baleine	312 932[b]	28 593[c]	-	3 318	-	-	**344 843**
Bloc CI-707				3 540	-	-	**3 540**
Bloc CI-526				3 318	-	-	**3 318**
Bloc CI-706				3 318	-	-	**3 318**
Bloc CI-708				3 318	-	-	**3 318**
Total	312 932	28 593	-	16 812	-	-	**358 337**

Paiements par gouvernement	Droit à la production	Taxes	Redevances	Bonus	Frais	Améliorations de l'infrastructure	**Total**
Gouvernement	142 034[d]	28 593[c]	-	16 812	-	-	**187 439**
Petroci holding	170 898[e]	-	-	-	-	-	**170 898**
Total	312 932	28 593	-	16 812	-	-	**358 337**

(a) **Compte rendu des paiements des gouvernements 2025**.
(b) Ce chiffre inclut 5 671 KBOE versés en nature.
(c) Comprend 472 KBOE versés en nature.
(d) Ce chiffre inclut 2 605 KBOE versés en nature.
(e) Ce chiffre comprend 3 066 KBOE versés en nature.

Neutralité carbone d'ici 2050

Émissions

		2024	**2025**
Émissions de GES directes (périmètre 1)	(millions de tonnes d'équivalent CO_2)	0,518	**0,746**

Protection de l'environnement

Protection de l'eau

		2024	**2025**
Total des prélèvements d'eau	(million de m^3)	13,17	**25,66**
dont : eau de mer		13,17	**25,66**
dont : eau douce		0	**0**

Déchets

		2024	**2025**
Total des déchets provenant des activités de production :	(millions de tonnes)	0,02	**0,29**
dont : non dangereux		0,0004	**0,22**
dont : dangereux		0,018	**0,07**
Total des déchets provenant des activités d'assainissement :		0	**0**
dont : non dangereux		0	**0**
dont : dangereux		0	**0**

Certification des systèmes de gestion HSE

		2024	**2025**
Certifications ISO 14001	(nombre)	1	**1**
Certifications ISO 45001		1	**1**

Valeur de nos personnes

Emploi

		2024	2025
Effectifs au 31 décembre	(nombre)	152	**130**
Résident en Côte d'Ivoire[a]		61	**59**
Employés par genre		152	**130**
Hommes		123	**97**
Femmes		29	**33**
Employés par contrat		152	**130**
Permanent		114	**108**
Durée déterminée		38	**22**
Employés par catégorie professionnelle		152	**130**
Cadres dirigeants		2	**1**
Cadres moyens		65	**64**
Employés de bureau		85	**65**
Ouvriers		0	**0**
Employés par âge		152	**130**
Moins de 30 ans		14	**13**
30-50		121	**100**
Plus de 50		17	**17**

(a) Pour le calcul des résidents, le nombre d'employés locaux en Côte d'Ivoire est indiqué.

Formation

		2024	2025
Heures de formation par type	(heures)	6 036	**4 392**
HSE et qualité		2 012	**1 761**
Langues et technologies de l'information		233	**334**
Conduite/Communication/Institutionnel		532	**533**
Professionnel - coupe transversale		1 365	**896**
Professionnel - technique/commercial		1 893	**868**
Dépenses de formation	(millions d'euros)	0,234	**0,200**
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	1 772	**1 168**

Santé

		2024	2025
Nombre de services de santé fournis	(nombre)	1 752	**2 025**
Nombre d'inscriptions à des initiatives de promotion de la santé		735	**729**
dont : par les employés		705	**622**
dont : par des entrepreneurs		0	**65**
dont : par les proches		30	**42**

Sécurité

		2024	2025
TRIR (index de fréquence des accidents totaux enregistrables)	(accidents totaux enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000	0,26	**0,29**
Employés		0,00	**0,00**
Entrepreneurs		0,29	**0,36**
Taux d'accidents du travail ayant des conséquences graves (à l'exclusion des décès)	(Accidents du travail à haut risque/heures travaillées) x 1 000 000	0	**0**
Employés		0	**0**
Entrepreneurs		0	**0**
Total des dépenses de sécurité et des investissements	(millions d'euros)	10	**8**
Heures de formation sur la sécurité	(heures)	1 772	**1 168**

Partenariats pour le développement

Investissements pour le développement local

		2024	2025
Investissements pour le développement local	(millions d'euros)	11 637	**12 531**

Eni SpA

Direction
Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome, Italie
Capital social au 31 décembre 2025 : 4 005 358 876,00 € entièrement libéré
Numéro d'identification fiscale 00484960588

Succursale
Eni Côte d'Ivoire Ltd.
Immeuble Palm Towers, 8ème Etage,
Boulevard de Marseille, Marcory - Zone 4 Abidjan, Côte d'Ivoire
T. +225 2721590010

Contacts
eni.com
+39-0659821
800940924
segreteriasocietaria.azionisti@eni.com

Relations avec les investisseurs
Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)
Tel. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929
e-mail: investor.relations@eni.com

Mise en page et supervision
K-Change - Rome